

RÉVOLUTION ou GUERRE

#19

Revue du Groupe International de la Gauche Communiste (GIGC)

Septembre 2021



Sommaire

Nouvelle plateforme politique et l'alternative historique « révolution ou guerre »

Situation internationale

Alliance militaire anti-chinoise entre les États-Unis, l'Australie et le Royaume-Uni ? Un pas significatif de la dynamique à la guerre généralisée

La pandémie de Covid-19 : une preuve supplémentaire de la nécessité historique objective du communisme

Luttes ouvrières et intervention des révolutionnaires

Luttes ouvrières internationales

Retour sur la polémique du CCI contre le PCI-Le Prolétaire :

l'intervention des groupes communistes lors des grèves de 2019 en France

Combat pour le parti communiste

La nouvelle plateforme politique du Groupe International de la Gauche Communiste

Les positions de base du GIGC

Débat au sein du camp prolétarien

Contribution : communisme et communauté

E-mail : intleftcom@gmail.com, site web : www.igcl.org

4 dollars/3 euros

Sommaire

Nouvelle plateforme politique et l'alternative historique « révolution ou guerre ».....	1
Alliance militaire anti-chinoise entre les États-Unis, l'Australie et le Royaume-Uni ? Un pas significatif de la dynamique à la guerre généralisée.....	2
La pandémie de Covid-19 : une preuve supplémentaire de la nécessité historique objective du communisme.....	5
Luttes ouvrières internationales.....	10
Retour sur la polémique du CCI contre le PCI-Le Prolétaire : l'intervention des groupes communistes lors des grèves de 2019 en France.....	11
Nouvelle plateforme du Groupe international de la Gauche communiste.....	16
Positions de base du GIGC (Août 2021).....	18
Communisme et communauté.....	20

Appel à souscription

Nous remercions les lecteurs qui comprennent et soutiennent notre activité sous diverses formes : contributions écrites, matérielles ou financières. La publication, l'impression et l'envoi de notre revue représentent un effort financier important compte tenu des faibles ressources dont nous disposons. L'évolution de la situation vers des affrontements de classes décisifs, l'ensemble des activités de notre organisation (intervention dans la classe, travail de regroupement...), tout cela exige, entre autres, un effort financier important de notre part. Nous appelons tous nos lecteurs intéressés par notre travail et les analyses que nous défendons à nous apporter leur soutien financier sous forme de souscription ainsi qu'à faire connaître notre revue autour d'eux. S'ils veulent recevoir régulièrement la revue et être au courant de nos communiqués, ils peuvent nous envoyer leur email à intleftcom@gmail.com.

Nouvelle plateforme politique et l'alternative historique « révolution ou guerre »

La rupture historique provoquée par la crise économique qui a éclaté en février-mars 2020 avec la crise pandémique de Covid a principalement deux conséquences pratiques : l'aggravation, encore largement en devenir même si déjà bien avancée, des conditions d'exploitation du travail salarié, de la classe prolétarienne, et de la misère généralisée sur tous les continents, à commencer par les plus pauvres ; et l'exacerbation démultipliée de la concurrence entre capitaux et, donc, des rivalités impérialistes de tout ordre. Il en résulte que les poussées à la guerre impérialiste généralisée exercent une pression accrue sur chaque bourgeoisie nationale, à commencer par les plus puissantes, au point que les contours d'une polarisation, elle-aussi en devenir, militaire et idéologique semblent se faire jour autour des États-Unis regroupant les puissances impérialistes dites démocratiques et la Chine derrière laquelle s'aligneraient les puissances dites *illibérales*. Une course s'est engagée entre la dynamique à la guerre généralisée et la capacité, à ce jour très réduite, beaucoup trop, du prolétariat international à développer ses luttes et présenter ainsi au monde la perspective du communisme. L'alternative *révolution ou guerre* et, pour l'heure, la guerre en particulier deviennent des faits matériels *en devenir* dictant chaque fois plus le cours des événements.

C'est dans cette situation que le GIGC vient d'adopter une nouvelle plateforme politique. Ce fait, en soi particulier, ne peut pas être une simple contingence. Nous sommes convaincus qu'il répond à une nécessité imposée par la nouvelle situation historique. Nous avons même la prétention de croire, parce qu'armés du matérialisme historique, que l'adoption de cette plateforme par une expression politique du prolétariat, ici le GIGC, est un autre élément, produit et facteur, de la situation qui s'ouvre. Nous ne doutons pas que cette affirmation fera sourire nombre de camarades et lecteurs ne partageant pas nos positions, en particulier sur le parti avant-garde politique du prolétariat et expression la plus haute de la conscience de classe, et se moquer ceux qui nous sont hostiles. Le fossé entre la réalité statique et immédiate, de tout petits noyaux de militants, du GIGC et de l'ensemble du camp prolétarien, c'est-à-dire des groupes communistes, d'une part et d'autre part les enjeux historiques, est d'une telle ampleur et profondeur, celle-ci donne le vertige, que notre affirmation leur apparaîtra comme totalement farfelue et mégalo-maniaque.

Rassurons sur notre état mental tous ceux qui ne voudraient pas lire notre document sérieusement. Nous sommes bien conscients de nos propres faiblesses, de celles du camp prolétarien en général tout comme de celles du prolétariat international aujourd'hui. Aucun

de nos membres ne prétend être un *génie* ou un *leader historique* appelé à éclairer le monde. 99,9 % de notre plateforme n'est qu'une réappropriation historique à la lumière des expériences à ce jour de la tradition et des positions de la Gauche communiste. Les 0,1 % – si ce n'est les 0,01 % – qui restent et peuvent apparaître comme *nouveau*, ne sont que le résultat de l'évolution historique et de nos propres débats et combats depuis la constitution du GIGC en 2013 et que cette publication a régulièrement rapportés¹. En ce sens, cette plateforme est le fruit d'un collectif politique et non d'une addition de militants, encore moins d'individualités particulières.

Adopter une plateforme répondant aux enjeux des années 2000 s'imposait chaque fois plus à nous, ne serait-ce que du fait des insuffisances et limites des plateformes des années 1970 (CCI) et 1980 (TCI) que les débats et discussions avec des camarades voulant se rapprocher et adhérer à notre groupe mettaient largement en lumière. La rupture de 2020 a exigé de toute urgence son élaboration, sa discussion et son adoption. Voilà pourquoi nous disons qu'elle est un produit historique. Cette plateforme prétend répondre à la question historiquement cruciale posée au prolétariat : la constitution de son parti en lien avec les principes, positions et frontières de classe, en premier lieu ceux de l'insurrection et dictature prolétariennes, en vue des confrontations massives de classe que la rupture historique précipite ; tout comme fournir le cadre programmatique pour définir au mieux tactique, orientations et mots d'ordre de direction politique dans ces confrontations, dans *les grèves de masse* à venir. Voilà pourquoi nous disons qu'elle est un facteur réel du rapport de force dynamique entre prolétariat et bourgeoisie. Elle interpellera les groupes communistes existants, particulièrement ceux se revendiquant de la Gauche communiste et appartenant au forces *pro-parti* comme les nommait Lénine, tout comme les militants encore isolés. Voilà pourquoi nous disons qu'elle est d'ores et déjà un moment et un acteur du combat pour le parti.

Le Groupe international de la Gauche communiste, de fait *fraction* du camp communiste, s'est doté de l'outil fondamental pour mener la bataille pour le parti et faire que celui-ci, direction politique du prolétariat, soit le plus efficace possible dans le drame historique qui vient. Voilà pourquoi nous soumettons notre plateforme à l'étude et la critique de tous les groupes et militants communistes, de l'ensemble du camp prolétarien, à l'aune des enjeux historiques qui se présentent.

Révolution ou guerre, le 15 septembre 2021

¹ . cf. en particulier nos prises de position sur les plateformes de la TCI et du CCI dans nos numéros 17 et 18.

Situation internationale

Alliance militaire anti-chinoise entre les États-Unis, l'Australie et le Royaume-Uni ? Un pas significatif de la dynamique à la guerre généralisée

L'annonce soudaine de la création d'une alliance militaire entre les États-Unis, l'Australie et la Grande-Bretagne, l'Aukus, une sorte d'OTAN asiatique et uniquement anglo-saxonne, représente un pas, si ce n'est un saut, d'extrême importance dans la marche à la guerre impérialiste généralisée. L'événement nous a semblé d'une telle importance que nous avons jugé indispensable de modifier au dernier moment le sommaire de notre revue 19 et d'en retarder la sortie de quelques jours.

L'éditorial, rédigé la veille de la déclaration publique de l'alliance, souligne de nouveau, nous l'avons déjà fait dans les numéros antérieurs, « que les poussées à la guerre impérialiste généralisée exercent une pression accrue sur chaque bourgeoisie nationale, à commencer par les plus puissantes, au point que les contours d'une polarisation, elle-aussi en devenir, militaire et idéologique semblent se faire jour autour des États-Unis regroupant les puissances impérialistes dites démocratiques et la Chine derrière laquelle s'aligneraient les puissances dites illibérales. » La nouvelle alliance militaire en est l'expression et un facteur accélérateur. Si d'aucun doute de la gravité de la décision, il suffit de regarder la réaction chinoise : « Si l'Australie s'aventure à provoquer la Chine encore plus ouvertement suite à cela (...), la Chine la punira sans pitié. (...) Puisque l'Australie est devenue un fer de lance anti-chinois, le pays doit se préparer au pire. » (Global Times, journal chinois, 16/9/21, nous soulignons)

Avec la nouvelle alliance et l'armement nucléaire de la marine australienne (entre autres décisions d'ordre militaire), l'offensive américaine de containment, celle-là même que les États-Unis avait menée dans les années 1930 contre le Japon, resserre encore plus son étreinte sur la Chine. La première puissance impérialiste ne peut laisser celle-ci lui ravir la place au risque de précipiter sa propre chute. Mais tôt ou tard, dialectique infernale de l'impérialisme et comme le Japon à Pearl Harbor en décembre 1941, l'impérialisme chinois sera contraint d'essayer de desserrer le garrot par lequel l'impérialisme américain cherche à l'étouffer. L'engrenage est relancé avec l'Aukus et la dotation de sous-marins nucléaires à l'Australie ne peut que provoquer un redoublement de la course aux armements aussi bien dans la zone dite Indo-pacifique que sur tous les continents.

L'ampleur et la signification réelles du retrait « catastrophique » - catastrophique pour la population afghane - de l'armée américaine de Kabul s'éclaircissent : l'offensive anti-chinoise américaine est la priorité absolue et chacun doit choisir son camp, pour ou contre. « Les Européens veulent retarder le moment de vérité, ne pas faire de choix entre les deux, a déclaré Thomas Gomart, directeur de l'Institut français des relations internationales, ou IFRI. L'administration Biden, comme l'administration Trump, force le moment du choix. » (cité par le New York Times, 17/9/21) L'impérialisme français, le plus pro-« défense européenne », vient de subir un camouflet magistral qui en dit long à la fois sur ses propres limites et son poids sur la scène mondiale et sur son incapacité à convaincre ses « partenaires européens », l'Allemagne, d'affirmer un pôle impérialiste européen conséquent.

Aujourd'hui, dans la course de vitesse entre les deux dynamiques et choix de l'alternative historique révolution ou guerre, la marche à la guerre tend à prendre l'avantage. Le temps joue contre le prolétariat révolutionnaire.

Pour conclure, nous reproduisons ci-après la prise de position du groupe révolutionnaire Émancipation, (Nuevo Curso). Elle défend une position internationaliste et partage avec nous la signification historique de la création de l'Aukus et du danger de la marche à la guerre impérialiste généralisée. Alors, puisque c'est possible, parler d'une seule voix non seulement pour brandir bien haut l'étendard de l'internationalisme prolétarien mais encore pour démonter et éclairer la mécanique infernale de l'impérialisme constitue pour les groupes communistes et le prolétariat une première réponse de classe.

Le GIGC, 18 septembre 2021

Aukus, la nouvelle alliance militaire entre l'Australie, le Royaume Uni et les États-Unis : un pas vers une 3^e guerre mondiale (Émancipation)

Les titres des médias officiels européens « Les États-Unis, l'Australie et le Royaume-Uni concluent un pacte contre la Chine » avertissent sans ambages du danger de l'accord Aukus et de la manière dont il marque l'entrée dans une nouvelle étape de la prolifération nucléaire. Il est vrai qu'il s'agit d'un pas de plus vers la guerre, mais s'il marque une limite, c'est uniquement parce que les puissances européennes ont

été exclues par les États-Unis du marché d'armes annexe sur lequel elles comptaient jusqu'à mercredi. Cependant, l'organisation d'Aukus en tant que « bloc anglophone » n'est ni une nouveauté, ni se limite aux armements. C'est le noyau d'un bloc commercial et guerrier.

Australie : « une alliance pour les prochaines générations »

L'aspect le plus significatif de cet accord est qu'il exprime le choix définitif par l'Australie d'une alliance à long terme avec les États-Unis contre la Chine. La presse australienne, à la suite du Premier ministre Scott Morrison, parle d'« un accord pour la vie » qui est « destiné à durer pendant des générations. »

Au cours des trois dernières années, l'Australie a essayé de maintenir un cours impérialiste autonome – avec de plus en plus de difficultés. D'une part, ses voies d'approvisionnement industriel les plus fondamentales devenaient plus ouvertement menacées par la Chine, son principal client. D'autre part, les tentatives de recherche d'une alternative régionale en matière de routes et de marchés dans le cadre des tentatives américaines de créer leur propre alliance indo-pacifique ont été contrariées par les réticences de l'Inde.

« La crise d'approvisionnement en carburant de 2018 – peut-être un signal chinois discret – a clairement signalé à la bourgeoisie australienne que quelque chose ne tournait pas rond. L'Australie est approvisionnée par des raffineries asiatiques (Chine, Singapour et Corée du Sud, surtout). Même si elle changeait de fournisseur et développait ses propres raffineries, elle aurait besoin d'un "couloir sûr" du Japon au golfe Persique. Le problème, c'est que la dimension économique-militaire de ce corridor, QUAD, le partenariat Australie-Japon-Inde-États-Unis, était attrayante pour le capital australien principalement comme moyen de rééquilibrer les exportations chinoises avec d'autres vers l'Inde... Mais dès que Trump a fait monter les tensions régionales, Modi [le premier ministre indien, ndt] – craignant de faire bloc contre Pékin – a rapidement fait prendre ses distances à l'Inde. De toute évidence, l'ouverture de négociations de libre-échange avec l'Union Européenne (UE) peu de temps après visait à son tour à compenser la perte de la perspective des marchés indiens. Mais ni les volumes possibles, ni les délais de négociation, ni même les coûts de transport, ne permettent de les comparer. » (Émancipation, Australia y la guerra comercial, 2019)

C'est dans ce cadre que s'inscrit le rapprochement – forcément insatisfaisant – avec l'UE en 2019. L'Australie – qui subit alors un blocage de ses exportations de charbon et de vin vers la Chine – se tourne vers l'Europe pour obtenir un accord afin de développer sa flotte de sous-marins, car elle ne veut pas encore opter pour un conflit ouvert. Son premier fournisseur candidat n'était pas la France. L'Allemagne avait espéré construire les 12 sous-marins pour la marine australienne, mais c'est finalement Paris qui a remporté le contrat.

La France, l'Union Européenne et « l'accord du siècle » brisé par Aukus

L'annonce américaine de la naissance de l'Aukus est intervenue cette semaine, au moment même où l'UE présentait sa « stratégie indo-pacifique ». La nouvelle

stratégie consiste à étendre et à rendre permanente la présence d'une marine européenne dans les zones de conflit maritime. Un jeu dangereux de défi et de pression sur Pékin dans lequel la France et l'Allemagne ont joué un rôle de premier plan. Cette « coïncidence » n'est pas passée inaperçue aux yeux des Européens.

Hier, le gouvernement français a qualifié l'Aukus et l'annulation de l'accord sur les sous-marins qui en a résulté de « coup de poignard dans le dos » et M. Borrell, au nom de l'UE, a « regretté » que les États-Unis aient laissé les Européens en dehors de l'Aukus, laissant entendre que les relations avec Washington ne seraient plus jamais les mêmes.

Mais ce qui a fait le plus mal à Paris et Bruxelles, c'est la rupture du contrat d'extension de la flotte de sous-marins australiens. L'Australie avait prévu d'obtenir la technologie française pour mettre en place sa propre production nationale de sous-marins. Le modèle de départ était le Shortfin Barracuda, la version diesel du sous-marin nucléaire français du même nom. L'Australie gagnait en autonomie stratégique en achetant la capacité de production et non le produit final, et se réservait la conversion ultérieure au nucléaire.

« Le montant de la facture d'abord estimé à 34 milliards d'euros, subit plusieurs dépassements budgétaires et des mois de retard, ce qui suscite les foudres de la presse locale australienne et de l'opposition travailliste. Pendant ce temps, en dehors des radars, les États Unis se sont immiscés dans la négociation, et torpillent 'le contrat du siècle', proposant de fournir à la marine australienne, huit sous-marins à propulsion atomique, capables de patrouiller à très longue distance. » (La revue française Marianne, Contrat de sous-marins rompus : "Les États-Unis ont ouvert la boîte de Pandore", 16/9/2021))

Depuis le point de vue franco-européen repris par les médias, il semble que les États-Unis aient exclu l'UE d'Aukus uniquement pour « voler » le contrat des sous-marins. Ce n'est pas le cas. Le choix des armements génère des liens opérationnels, permet l'échange et la formation commune des équipages et facilite la coordination et la complémentarité des opérations. Choisir des armements, c'est choisir des alliés sur le champ de bataille, les vendre, favoriser les futures opérations conjointes.

Du point de vue australien, on comprend pourquoi un sous-marin américain clé en main est devenu plus précieux qu'un chantier naval de technologie européenne sur le sol national. La guerre en Asie semble de plus en plus proche, une question d'années et non de décennies. Et les États-Unis en sont un vecteur, avec une capacité de projection de troupes et de navires bien supérieure à celle d'une Europe lointaine et moins bien équipée.

L'évolution des alignements américains contre la Chine dans le Pacifique et l'origine d'Aukus

La « surprise » de Borrell et de la Commission européenne n'est pas non plus très convaincante. Pour les États-Unis, Aukus signifie renoncer – à regret – à avoir les principaux États asiatiques comme principal vecteur militaire et commercial dans leur confrontation avec la Chine. Ils font un pas en arrière et décident de se relancer avec leur « noyau dur » d'alliances avec d'autres pays anglophones où leur influence a toujours été prédominante, afin d'avancer dans leur encerclement de la Chine.

Les objectifs spécifiques de l'Aukus, à savoir « *approfondir la coopération dans des domaines tels que la cybernétique, l'intelligence artificielle (IA) ou la technologie quantique* » en promouvant un « *nouveau cadre de sécurité* » dans la région indo-pacifique, sont un développement de l'alliance « Five Eyes » [Cinq yeux] : les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Canada. Cette alliance, dont les origines remontent à la guerre du Pacifique, est un club de renseignement militaire qui fonctionne sans interruption depuis la guerre de Corée.

Depuis un an et demi, les « cinq yeux » ont été proposés comme base d'un bloc anti-chinois dans la région indo-pacifique et la Chine y a vu le noyau d'un bloc anglo-saxon qui se coordonnait déjà dans la guerre commerciale. Mais les États-Unis, pour des raisons de stratégie économique et de positionnement politique en Asie, ne voulaient pas que la nouvelle « OTAN asiatique » émerge d'une alliance des seuls pays anglo-saxons, comme l'est au final l'Aukus. C'est pourquoi son objectif premier, tant sous Trump que sous Biden, était de consolider la QUAD (États-Unis, Inde, Australie et Japon) en tant qu'alliance militaire et bloc commercial économique, et de s'appuyer sur ce noyau en incorporant la Corée du Sud, le Vietnam, les Philippines et la Malaisie.

Mais la Corée du Sud, engagée dans sa propre rivalité avec le Japon et ayant des investissements plus que notables en Chine, ne voulait pas être de la partie et a refusé catégoriquement de faire partie d'une Quad élargie. L'Inde a également refusé sous la présidence de Trump. Et si les États-Unis espéraient un changement avec Biden, ils se trompaient. Le gouvernement Modi n'a accepté de participer aux exercices militaires conjoints que lorsqu'il fut clair qu'ils se dérouleraient sous la direction de la France, ce qui prend maintenant toute sa signification. Et en avril de cette année, l'Inde a réaffirmé son alliance avec la Russie.

Les États-Unis ont alors envisagé d'inclure le Japon dans le groupe des "cinq yeux". Mais lorsque les frictions entre le Japon et la Corée du Sud ont presque dynamité le G7, il semble être devenu clair pour les

conseillers de Biden qu'il n'existait pas de sous-ensemble pertinent de pays asiatiques dans lequel l'alignement sur les États-Unis était plus fort que les querelles impérialistes entre eux. Le Japon permettait d'ajouter le Vietnam – ce pour quoi Washington avait besoin de Suga [le premier ministre japonais] – mais soustrayait la Corée et les Philippines.

La stratégie de création d'un bloc impérialiste en Asie et dans la région indo-pacifique fut redéfinie à la Maison Blanche : mieux valait revenir au terrain sûr des « cinq yeux » – dont est issu l'Aukus – et regrouper le reste des pays qui affrontent la Chine sur la base d'accords militaires bilatéraux tels que celui récemment conclu avec l'Indonésie.

Il est tellement important d'assurer la « gouvernance » de l'alliance que les États-Unis ont laissé en dehors de l'Aukus le Canada – avec lequel les différends commerciaux ne se sont pas atténués depuis l'arrivée de Biden – ainsi que la Nouvelle-Zélande et son premier ministre trop peu belliciste aux yeux de Washington.

Aukus : un coup de force des USA pour forcer la constitution d'un bloc impérialiste dans l'hémisphère sud

Pourtant, ce n'est pas comme si la Grande-Bretagne, la troisième jambe de l'Aukus, était inconditionnellement dans l'alliance non plus. L'expérience afghane, dans laquelle les États-Unis ont laissé l'armée britannique dans une situation difficile en se retirant sans coordination ni consultation, n'est que trop récente. Et lors du débat parlementaire d'hier, Theresa May, en rien suspecte de pacifisme, a demandé à Johnson si l'adhésion à Aukus n'entraînerait pas à court terme la Grande-Bretagne dans une guerre pour Taïwan.

La question est loin d'être exagérée. Depuis des mois, Washington concentre pression et armement sur le détroit de Taïwan. Pékin, surtout depuis la dernière édition des « deux sessions » [la session annuelle de l'Assemblée populaire nationale chinoise qui adopte plans et orientations, ndt.], a clairement indiqué qu'il n'accepterait aucun changement de statut de Taïwan qui remettrait en question son appartenance à la Chine. Les deux camps sont militairement mobilisés en permanence depuis des mois et rêvent sans pudeur ni prudence des conséquences d'une défaite de l'autre.

Au cours des quatre dernières années, nous avons vu la tendance à la formation de blocs se renforcer à chaque coup de la crise. Aukus représente, à tout le moins, un pas supplémentaire. Il n'y avait aucun changement à attendre de la présidence Biden à cet égard. Et en effet, ce qui devient maintenant clair, c'est que persévérer sur la voie de la guerre est le principal point commun stratégique des différentes factions de la classe dirigeante américaine.

Au sein de la classe dirigeante américaine, les urgences d'avant-guerre servent à recoudre la déchirure qu'a représentée le gouvernement Trump. La logique interne de cette situation alimente l'accélération du militarisme et des tensions impérialistes avec la Chine.

« L'administration Biden justifie la politique américaine en matière d'infrastructures, d'économie et même de services publics par la nécessité de renforcer le pays pour mieux concurrencer la Chine. La politique étrangère américaine est de plus en plus organisée comme une tentative de contrer la grande puissance montante. Le président Joe Biden ne cesse de répéter qu'il a dû se retirer de l'Afghanistan parce que la Chine aimait que les États-Unis s'y enlisent. Prenez certaines des questions les plus importantes qui secouent Washington, la pandémie de Covid-19 et la lutte contre le changement climatique, et la Chine est au centre de celles-ci.(...) L'idée que [la Chine] constitue une menace est le seul point sur lequel les républicains et les démocrates, les partisans de Trump et Biden peuvent s'entendre. Biden a placé la promotion de la démocratie au centre de sa présidence, il n'y a pas besoin de deviner pourquoi. » (note *).

Ce processus a sa traduction immédiate dans l'ensemble de la politique impérialiste américaine et notamment dans les relations avec ses « alliés historiques », non seulement en Europe mais aussi dans le reste du monde. Lorsque le ministre français des affaires étrangères a qualifié la formation d'Aukus et la rupture du contrat naval d'« unilatérales, brutales et imprévisibles » (France Info), la référence implicite à Kaboul envoyait un message aux autres États européens auxquels Paris présentera à nouveau l'idée d'une armée européenne en 2022 : « l'UE ne peut pas compter sur les États-Unis pour défendre ses intérêts si elle n'a pas une position lui permettant de se défendre elle-même. »

Mais lorsqu'il a relevé que le comportement des États-Unis à l'égard de l'Europe était « très similaire à celui de M. Trump », il soulignait que Washington ne se contente pas de poursuivre le « avec moi ou avec la Chine », mais laisse de moins en moins de place à une politique impérialiste indépendante des États européens. Selon les mots de CNN : « Les dirigeants de l'Union européenne ont été plus prudents [vis-à-vis de la Chine que des États-Unis], cherchant apparemment une voie médiane entre deux grandes puissances. Les derniers jours montrent que prendre une telle décision a des conséquences. »

Le capital français s'est heurté à une évidence : la politique du « avec moi ou contre moi » s'applique déjà en Asie. Aukus est en fait un coup sur la table sur la scène la plus sensible pour Washington dans sa rivalité à la Chine. Son but est de précipiter par la force la formation d'un bloc impérialiste dans le Pacifique et de forcer tous les États qui veulent jouer dans la région à se prononcer pour ou contre les USA.

Et ce n'est que le premier pas. Dans le reste du monde, même pour les pays en marge du conflit indo-pacifique, Aukus est susceptible de devenir le noyau d'une « alternative » à la Chine dans une option qui sera de plus en plus « tout ou rien ». La tension aux Malouines et dans la mer de Sickle a été une répétition générale – jusqu'à présent peu concluante – de ce que pourrait entraîner l'Aukus dans le cône sud de l'Amérique du Sud et en Antarctique. Mais tôt ou tard, nous verrons l'alliance se déplacer dans tout l'hémisphère sud.

Émancipation (<https://es.communia.blog/aukus/>), 17 Septembre, 2021, traduit par le GIGC

Note* : CNN, 16/9/21, <https://edition.cnn.com/2021/09/17/politics/biden-china-france-aukus-analysis/index.html>

La pandémie de Covid-19 :

une preuve supplémentaire de la nécessité historique objective du communisme

En mars 2021, lors d'un appel vidéo avec ses collègues députés conservateurs, Boris Johnson a salué le développement rapide de nombreux vaccins efficaces contre le Covid-19 comme les fruits du capitalisme et de l'avidité¹. Il a immédiatement retiré ses propos, peut-être parce qu'il savait instinctivement que le triomphalisme capitaliste à un moment de meurtre social en cours, dont il a une part importante de responsabilité, serait contre-productif pour l'intérêt capitaliste qu'il personnalise. Néanmoins, nous supposons que sa logique est que la concurrence capitaliste et l'esprit d'entreprise qui en découle auraient motivé les diverses sociétés pharmaceutiques à déployer l'expertise considérable dont elles disposent

et qu'elles emploient, pour se lancer dans une course au développement de vaccins et de thérapies à mettre sur le marché. En effet, la rapidité avec laquelle différents types de vaccins – ARN, vecteur viral, particules de type viral, inactivés – ont été développés est un exploit impressionnant qui démontre la capacité technique et productive de la société moderne, capacité qu'une société dans laquelle la production sociale serait destinée à servir les besoins sociaux serait mise à profit pour prévenir les décès massifs liés aux pandémies.

Malheureusement, nous ne vivons pas dans ce type de société. En revanche, si l'on considère les intérêts de classe de la bourgeoisie, le mode d'emploi de la classe dirigeante est parfaitement rationnel. Le fait que les différentes bourgeoisies nationales n'aient pas réussi

1 . <https://www.thesun.co.uk/news/politics/14434076/boris-johnson-vaccine-row-greed/>

à contrôler la pandémie n'est pas une conséquence de leur incompetence, qui est relative, ni d'une supposée crise politique au sein de cette classe. Que l'on explique cette supposée crise politique comme une conséquence automatique de la crise économique, une supposée révolte d'une petite bourgeoisie enragée, ou sur la base de la théorie idéaliste de la *Décomposition*, ne change rien au fait que la conclusion sous-estime dangereusement l'habileté avec laquelle la bourgeoisie répond politiquement aux contradictions sociales et économiques du capitalisme pour imposer sa "solution" à ces contradictions. L'"échec" du contrôle de la pandémie n'est que l'expression d'une société sans avenir, d'un mode de production dont les contradictions ne peuvent conduire qu'à un massacre mutuel de masse d'une ampleur historiquement sans précédent si l'on reste dans le cadre de cette société sans avenir, ou à une révolution prolétarienne mondiale, elle aussi sans précédent par son ampleur et sa portée en ce qui concerne les révolutions. Mais pour réaliser cette révolution et stopper la course à la guerre mondiale, le prolétariat devra agir en tant que sujet de l'histoire en fonction de ses propres intérêts historiques objectifs, et pas seulement en tant que catégorie comme classe ouvrière.

Les fondements malthusiens de la réponse bourgeoise à la pandémie

Dans un numéro précédent, nous avons discuté du néo-malthusianisme dans le contexte de la réponse idéologique bourgeoise à la réalité de la dévastation écologique causée par un mode de production qui donne la priorité au profit par-dessus tout². Le malthusianisme sert à fournir une couverture idéologique à l'accumulation de richesses obscènes d'un côté et de misère de l'autre, en faisant des victimes de cette misère – les exploités, la population que le capitalisme rejette comme "excédentaire", les indigents – les responsables de leur propre misère en raison de leur désir biologique de procréer. Dans le contexte de cette pandémie, nous voyons en action l'une des principales recommandations de Malthus, à savoir éviter de prendre des mesures pour limiter l'impact des maladies infectieuses. La différence est que le "plus grand bien" pour lequel les prolétaires sont appelés à se sacrifier est désormais explicitement l'économie nationale.

Une caractéristique de ce virus qui était évidente dès les premiers jours de la pandémie est qu'il provoque principalement la mortalité chez les personnes âgées et les personnes souffrant de comorbidités, dont beaucoup sont soit retraitées, soit bénéficiaires de prestations d'invalidité de longue durée. Cette situation contraste fortement avec celle de la pandémie de

1918, qui a entraîné une mortalité disproportionnée chez les personnes en âge de travailler. Cela a été vérifié par une étude portant sur la surmortalité dans les quelque 100 pays pour lesquels des données sont disponibles, qui a révélé que l'âge moyen des décès de la pandémie actuelle était de 70 ans, contre 27 ans pour la pandémie de 1918.³ Cette particularité peut expliquer en partie la réaction, ou l'absence de réaction, de la bourgeoisie dans les centres du capitalisme mondial au début de la pandémie. Le raisonnement de la classe dirigeante était que la plupart des personnes qui mourraient n'étaient pas en âge de travailler. La bourgeoisie a donc décidé de sacrifier la "population excédentaire" au nom de la « protection de l'économie et de notre mode de vie. »⁴ C'est ce qui explique les premières propositions visant à laisser le virus se propager sans entrave dans la population afin d'obtenir une immunité collective naturelle, proposées par des politiciens comme Boris Johnson et adoptées par Bolsonaro comme moyen de surmonter cette pandémie. Si la politique consistant à laisser le virus se propager sans interruption a, en partie, été abandonnée, ce n'est pas parce que la bourgeoisie a soudainement acquis une conscience. C'est parce que l'ampleur de la mortalité qui résultait de cette politique rendrait impossible le fonctionnement normal de la société (puisque les hôpitaux seraient débordés), qu'elle aurait un impact majeur sur l'économie malgré l'intention de la classe dirigeante de faire le choix du profit contre la santé, et parce qu'on s'est rendu compte que les personnes en âge de travailler ne sont pas à l'abri des effets de la maladie.

Les terribles effets du refus de prendre des mesures pour enrayer la propagation de cette maladie furent évidents au Brésil. Bolsonaro est peut-être l'expression la plus pure du cynisme malthusien qui a été adopté par pratiquement tous les gouvernements occidentaux. Malgré les conseils insistants selon lesquels cela entraînerait des centaines de milliers de décès supplémentaires, Bolsonaro a imposé une politique

3 . <https://elifesciences.org/articles/71974>

4 . « Ne sacrifiez pas le pays. Ne faites pas ça... personne ne m'a tendu la main en me disant : "En tant que personne âgée, êtes-vous prêt à prendre le risque de votre survie en échange de la préservation de l'Amérique que toute l'Amérique aime pour vos enfants et petits-enfants ? (...) Et si c'est ça l'échange, je suis tout à fait partant. (...) Cela ne fait pas de moi quelqu'un de noble ou de courageux ou quelque chose comme ça. Je pense simplement qu'il y a beaucoup de grands-parents comme moi dans ce pays. » Le lieutenant-gouverneur du Texas, Dan Patrick, s'adressant à Tucker Carlson de Fox News. L'un des premiers partisans de l'approche malthusienne pour gérer la pandémie, Patrick préconise que les personnes âgées se sacrifient "pour le plus grand bien" de l'accumulation capitaliste. Cité par *The Guardian*.

<https://www.theguardian.com/world/2020/mar/24/older-people-would-rather-die-than-let-covid-19-lockdown-harm-us-economy-texas-official-dan-patrick>

2 . RG #11, <http://www.igcl.org/Le-role-ideologique-du-neo>

d'immunité naturelle de troupeau en sapant activement les efforts visant à mettre en œuvre des interventions non pharmaceutiques pour ralentir la propagation du virus. Le résultat ? Plus de deux mois de plus de 2 000 décès par jour en moyenne, des records de plus de 4 000 décès par jour et des hôpitaux débordés qui ne peuvent garantir les soins aux victimes de crises cardiaques et d'accidents de la route⁵. La propagation galopante du virus a également pour conséquence l'émergence de variantes plus pathogènes et transmissibles qui n'épargnent pas les jeunes. La deuxième vague à Manaus, sous l'aiguillon du variant qui y a été identifié pour la première fois, serait associée à une multiplication par 2,7 du nombre de décès chez les personnes âgées de 20 à 39 ans, contre une multiplication par 1,15 dans la population générale⁶ par rapport à la première vague. Si l'on ajoute à cela que la majorité des personnes qui se remettent du Covid-19 présentent des symptômes persistants des semaines ou des mois après avoir éliminé l'infection⁷, le fait que l'immunité naturelle décline et que les gens peuvent être réinfectés, la perspective de nouveaux variants insensibles aux vaccins actuels, on obtient un tableau vraiment sombre de la réalité sociale d'une pandémie sous le capitalisme décadent.

Les conséquences de la politique de la bourgeoisie consistant à privilégier les profits au détriment d'un contrôle efficace de la propagation de cette nouvelle infection respiratoire ne se limitent pas à des hôpitaux débordés, des pertes massives et des symptômes neurologiques persistants chez un pourcentage important de la population. En permettant à ce virus de se propager, infectant des centaines de millions, voire des milliards de personnes, ils ont créé des conditions dans lesquelles un variant beaucoup plus transmissible ne pouvait qu'émerger. Au début de la pandémie, le virus n'était pas encore adapté à son hôte humain, malgré un nombre de reproduction de base (R_0) relativement élevé, de l'ordre de trois, ce qui signifie qu'en moyenne, chaque personne infectée infectait trois autres personnes. Maintenant que le virus a infecté un grand nombre de personnes, il a été optimisé pour se propager entre les personnes grâce à la sélection naturelle. Cette conséquence était entièrement prévisible. En conséquence de cette optimisation, nous avons maintenant une maladie dont la valeur R_0 est estimée à six, le tristement célèbre variant Delta, qui aurait causé un nombre de décès en Inde bien plus important que ne le suggère le décompte officiel⁸. Si un

R_0 d'environ six est confirmé, cela ferait du variant Delta du SRAS-CoV2 l'une des maladies les plus transmissibles connues de l'homme, après la rougeole. La bourgeoisie a misé sur le fait que la pandémie se calmerait, en se disant que beaucoup de gens mourraient mais qu'au moins nous aurions une immunité collective naturelle, mais au lieu de cela, elle a indirectement créé un monstre beaucoup plus difficile à contrôler. Alors qu'auparavant, il était possible d'arrêter la propagation de la maladie en combinant des interventions non pharmaceutiques et la vaccination de moins de 75 % de la population, ce qui permettait d'éradiquer efficacement la maladie, nous nous trouvons aujourd'hui dans une situation où il devient nécessaire de mettre en place une vaccination obligatoire pour empêcher la propagation de la maladie, comme c'est le cas dans de nombreux pays occidentaux pour la rougeole.

La réponse des classes dirigeantes des pays capitalistes occidentaux les plus puissants à la pandémie a été, à plusieurs reprises, d'introduire tardivement des interventions non pharmaceutiques et de les relâcher précocement. Au lieu d'adhérer au principe de précaution, qui stipule qu'en l'absence de preuves, il faut pécher par excès de prudence, la bourgeoisie a utilisé l'absence de preuves pour justifier son inaction. Après avoir initialement résisté à la mise en œuvre de fermetures d'entreprises regroupant de nombreux travailleurs, le gouvernement britannique n'a eu d'autre choix que d'imposer une fermeture stricte lorsque la réalité a montré que le NHS [le système public de santé britannique, ndt.] risquait d'être submergé par les patients atteints de Covid nécessitant un supplément d'oxygène. En juillet 2021, alors que les taux d'infection sont toujours élevés et que seulement un peu plus de 50 % de la population britannique est entièrement vaccinée, le Royaume-Uni a levé toutes les restrictions relatives au Covid⁹. La situation aux États-Unis est similaire, avec une couverture vaccinale de 50 % et l'abandon des restrictions. Cette combinaison de conditions favorise l'émergence de variants échappant à l'immunité ; le virus peut se propager sans entrave dans la population non vaccinée, tandis que l'immunité de la population vaccinée sélectionne les variants qui provoquent plus efficacement des infections « percées ».¹⁰ On nous dit maintenant que nous devons « vivre avec le virus ». En d'autres termes, nous devons accepter la réalité qu'un virus qui aurait pu être contrôlé efficacement est là pour rester. Même après la fin officielle de la pandémie, nous serons pro-

5 <https://www.cbc.ca/news/world/brazil-covid-bolsonaro-threat-1.5980507>

6 <https://www.bmj.com/content/373/bmj.n879>

7 Carfi, Angelo, Roberto Bernabei, and Francesco Landi. "Persistent symptoms in patients after acute COVID-19." *Jama* 324.6 (2020): 603-605.

8 <https://www.telegraph.co.uk/global-health/science-and->

[disease/indias-covid-excess-death-toll-nearly-10-times-higher-official/](https://www.bbc.com/news/explainers-52530518)

9 <https://www.bbc.com/news/explainers-52530518>

10 . Infections symptomatiques chez les personnes entièrement vaccinées.

bablement dans une situation où le nombre de décès de référence au cours d'une saison typique d'infections respiratoires sera multiplié.

Les dernières vagues épidémiques au Canada : une étude de cas des priorités de la classe dirigeante

Au cours de la troisième vague au Canada, la province de l'Ontario a connu une recrudescence des cas qui représentait la moitié des nouveaux cas quotidiens dans tout le pays. Les régions les plus touchées sont celles où l'on trouve une forte concentration d'industries. Il a été prouvé que les lieux de travail (principalement les usines et les entrepôts) et les établissements d'enseignement sont les endroits les plus fréquemment associés aux épidémies et que les quartiers dans lesquels vivent de grandes concentrations de travailleurs avaient tendance à avoir le plus grand nombre de cas¹¹. La nécessité de garantir des congés payés de maladie à tous les travailleurs a été largement reconnue. Actuellement, 42 % des travailleurs et 10 % des bas salaires de l'Ontario bénéficient d'un congé payé de maladie. Compte tenu de leur situation précaire, des travailleurs ont dû choisir entre se rendre au travail avec des symptômes et ne pas pouvoir payer le loyer et l'épicerie. Cela a sans doute contribué à la gravité de la troisième vague au Canada. Le gouvernement provincial conservateur de l'Ontario a ignoré les appels lancés par les professionnels de la santé en faveur d'un congé de maladie payé et a plutôt choisi d'interdire les rassemblements en plein air, d'imposer l'ordre de rester à la maison et de donner à la police le pouvoir d'arrêter les gens dans la rue ou dans leur voiture, d'exiger de connaître la raison de leur présence à l'extérieur et d'émettre des amendes de 750 \$ si leur motif était jugé non essentielle. Le fait que cette dernière proposition n'ait pas été mise en œuvre ne change rien au fait que la réponse capitaliste à la pandémie a surtout visé à maintenir la production industrielle et à forcer les travailleurs à travailler dans des conditions dangereuses.

La réponse la plus désastreuse du Canada à la pandémie a sans doute été celle de l'Alberta. Le premier ministre de l'Alberta, Jason Kenney, a mis en place une politique d'« ouverture pour l'été » à un moment où moins de 70 % de la population éligible (à savoir les personnes de plus de 12 ans) était partiellement vaccinée. Kenney est membre du Parti conservateur uni de droite dure, qui est idéologiquement opposé au masque et à la vaccination obligatoire. Ses politiques ont permis aux opposants les plus enragés aux interventions non pharmaceutiques de s'exprimer : les propriétaires de petites entreprises comme les restaurants et les clubs dont les revenus dépendent directement des rassemblements en intérieur. La tentative de Kenney d'apaiser la

petite bourgeoisie négationniste du Covid, paniquée à l'idée de sa ruine imminente, a trouvé son expression la plus claire dans sa tentative de révoquer toutes les restrictions liées au Covid, y compris l'obligation pour les personnes atteintes du Covid confirmé en laboratoire de s'auto-isoler. Comme on pouvait s'y attendre, il a été forcé de faire marche arrière à ce sujet. Actuellement, la situation en Alberta est la suivante : les unités de soins intensifs sont à pleine capacité et le taux de transmission n'a pas encore atteint son maximum. Malgré l'opposition des anti-vax, l'Alberta a également été contraint de suivre la politique du reste du Canada et de mettre en place un passeport vaccinal. Cela signifie qu'une preuve de vaccination sera exigée pour accéder aux salles de sport, aux restaurants et pour voyager.

La réponse de la gauche capitaliste à la pandémie

Nous pouvons donner de nombreux exemples qui jettent de l'eau froide sur l'espoir naïf des personnes influencées par le gauchisme que la gauche au pouvoir aurait fait un meilleur travail pour limiter la mortalité liée à la pandémie actuelle. Nous pourrions citer le Mexique d'Andrés Manuel López Obrador (AMLO), qui a reçu une recommandation élogieuse de Jean-Luc Mélenchon de la gauche de La France Insoumise pendant la campagne présidentielle d'AMLO. AMLO a orchestré une réponse désastreuse à la propagation du Covid-19 au Mexique, le gouvernement encourageant les gens à poursuivre leurs activités normales, affirmant que la maladie n'était pas grave et avançant des imbécillités telles que l'affirmation que les pauvres (la base électorale de soutien d'AMLO) étaient immunisés contre le coronavirus. La priorité était clairement de retarder la mise en œuvre d'interventions de santé publique susceptibles de provoquer des faillites et de rendre les travailleurs réticents à continuer à travailler dans les usines surpeuplées qui produisent des pièces automobiles pour GM et Chrysler, parmi de nombreux autres produits industriels. Le résultat de cette politique supervisée par le chouchou de la gauche est que, parmi les pays pour lesquels des données sur la surmortalité sont disponibles, le Mexique occupe la cinquième place pour la surmortalité par habitant.¹²

La pandémie a également montré que la bourgeoisie américaine, en particulier sa fraction de gauche incarnée par la présidence Biden, est experte dans l'utilisation de l'identitarisme lorsqu'elle est confrontée à une crise. Le CDC [le système de santé américain, ndt.] a recommandé de donner la priorité à la vaccination des travailleurs essentiels plutôt qu'à celle des personnes âgées au nom de l'« équité raciale » en raison des différences démographiques entre les personnes en âge de travailler et les retraités (les retraités sont

11 <https://nationalpost.com/health/what-the-numbers-fail-to-tell-us-about-how-and-where-covid-19-spreads>

12 . <https://elifesciences.org/articles/69336>

plus « blancs »), bien qu'il ait conclu que la vaccination des personnes âgées en premier lieu permettrait de sauver plus de vies.

Il est clair que ce que signifie « essentiel » sous le capitalisme est ce qui est essentiel à l'accumulation du capital et aux intérêts impérialistes. C'est pourquoi une usine automobile du Michigan qui produit des transmissions [boîtes de vitesse, ndt.] pour toute l'Amérique du Nord a été jugée essentielle. C'est pourquoi la propagation rampante du Covid-19 a été permise sur les navires de la marine américaine. C'est pourquoi les enseignants sont considérés comme des travailleurs essentiels et qu'il y a eu des tentatives pour les forcer à travailler dans des conditions dangereuses, surpeuplées et mal ventilées. Cela n'a pas grand-chose à voir avec un prétendu désir de protéger le bien-être psychologique des écoliers. C'est un faux-semblant, tout comme le faux-semblant selon lequel la proposition du CDC de vacciner les travailleurs essentiels avant les personnes âgées est une question d'«égalité raciale». Mais cela montre l'habileté avec laquelle la bourgeoisie américaine a pu faire face à cette crise sanitaire du point de vue de ses intérêts de classe, évidemment pas du point de vue de la garantie de la santé publique. Ce n'est pas le but d'une bourgeoisie en « crise politique ».

Impératifs économiques et impérialistes nationaux

Alors que la campagne de vaccination dans les pays occidentaux a commencé à produire ses effets et à réduire la surmortalité, la situation dans de nombreuses régions du monde reste misérable. Au Pérou, le pays où la mortalité par habitant associée au Covid-19 est la plus élevée, seuls 12 % de la population est vacciné au moment de la rédaction de cet article. Les pays d'Afrique ont eu des difficultés à se procurer des vaccins, malgré la mise à disposition de fonds, car les pays les plus puissants se sont précipités pour obtenir des contrats avec les producteurs de vaccins. Le Canada, par exemple, a obtenu 400 millions de doses de vaccin pour sa population de 38 millions d'habitants¹³. Aux Etats-Unis, le PDG de Pfizer a parlé de la nécessité d'une troisième dose l'année prochaine¹⁴. Moderna a également proposé une injection de rappel pour la population américaine. Alors qu'Israël a commencé à vacciner les enfants de 12 ans avec une troisième dose¹⁵, seulement 12,1% de la population de Cisjordanie et de Gaza est vaccinée. Du point de vue de la réduction de la mortalité de masse et de la prévention de l'émergence de nouveaux variants, la stratégie op-

timale de distribution des vaccins serait d'envoyer d'abord les vaccins dans les endroits où les taux d'infection sont les plus élevés et de donner la priorité à la vaccination des populations à risque. Cependant, les gouvernements des pays occidentaux voient dans le vaccin un moyen de sortir de la pandémie et de revenir à une accumulation du capital sans entrave. Il n'est pas surprenant que dans un monde dominé par la compétition capitaliste et impérialiste, la distribution des vaccins devienne un enjeu de cette compétition.

Les bourgeoisies nationales feront valoir que la pandémie a démontré la nécessité d'une production nationale de vaccins. Ce rapatriement de la production s'étendra au-delà des vaccins. Alors que les rivalités impérialistes s'aiguisent dans le contexte de la crise économique structurelle accélérée par la pandémie, le rapatriement des parties stratégiques de la production, y compris l'industrie lourde en raison de son lien avec la production d'armes, devient un enjeu de la concurrence internationale. Le nationalisme économique, qu'il soit de gauche ou de droite, est à l'ordre du jour pour la classe capitaliste.

L'échec pour traiter correctement ce virus n'inspire pas non plus confiance quant à une hypothétique future pandémie, bien plus mortelle. C'est une preuve de plus de l'obsolescence historique du capitalisme... le fossé entre la possibilité technique et la réalité capitaliste. Toute crise sanitaire future, y compris celle causée par un virus beaucoup plus mortel, alimentera et deviendra inévitablement un enjeu des rivalités inter-impérialistes car la perspective d'une guerre impérialiste généralisée s'impose de plus en plus à pratiquement tous les aspects de la vie sociale.

Pour conclure, outre le massacre en cours perpétré par la décision de la classe capitaliste de faire passer le profit avant les besoins humains, nous devons anticiper la perspective de l'aggravation du coût de la vie et des cadences de travail. L'inflation menace d'éroder notre pouvoir d'achat à un rythme accéléré. Dans le même temps, les capitalistes tenteront de forcer les travailleurs à travailler plus pour moins afin de récupérer les profits perdus à cause de la pandémie. Les travailleurs doivent se rassembler autour de revendications pour de meilleures conditions de vie et de travail, notamment en mettant en avant des demandes de congés maladie payés universels, d'augmentation des salaires et de réduction des loyers. Pour que cela soit efficace, nous devons nous rassembler en tant que prolétaires, et non selon des critères identitaires tels que la race, le sexe et la nationalité. Ces thèmes identitaires sont mis en avant pour miner la solidarité fondée sur notre réalité commune de salariés.

Stavros, 1^{er} août 2021

13 . <https://www.doctorswithoutborders.ca/article/msf-response-canad>

14 <https://www.cnbc.com/2021/04/15/pfizer-ceo-says-third-covid-vaccine-dose-likely-needed-within-12-months.html>

15 <https://www.timesofisrael.com/israel-offers-covid-boostershot-to-all-eligible-for-vaccine/>

Luttes ouvrières et intervention des révolutionnaires

Luttes ouvrières et sabotages syndicaux

Petit à petit, un peu partout dans le monde, après le choc de la pandémie et des mesures étatiques de confinement et de contrôle de la population, la classe ouvrière tend à reprendre le chemin de ses combats pour la défense de ses conditions de vie et de travail. Il est certain que la crise économique a déjà commencé à affecter directement une grande partie du prolétariat mondial, en particulier dans les pays les moins « riches ». Alors que les mesures « d'aide sociale » adoptées durant la pandémie principalement dans les pays européens et en Amérique du nord sont sur le point d'être abandonnées et que des millions de prolétaires vont en subir les conséquences, le chômage, l'inflation, surtout des aliments de base tel le pain, la baisse des salaires, les conditions de travail détériorées frappent un peu partout. Sur tous les continents, en Iran, au Liban, en Algérie, Tunisie, Afrique du sud, mais aussi en Grèce – pour ne citer que quelques pays –, la pauvreté s'installe durablement et massivement. Ces conditions de misère provoquent des réactions qui semblent vouloir reprendre la dynamique internationale de luttes prolétariennes et de révoltes sociales qui s'était affirmée à l'automne 2019, avant que l'éclatement du Covid et les mesures de confinement viennent l'interrompre soudainement.

Quelques exemples parmi d'autres, sachant que nos informations sont loin d'être complètes : depuis le début de l'été, les manifestations de rue, réprimées, se multiplient en Algérie, Tunisie, Liban, Égypte, en particulier contre la misère en général et la pénurie de pain en particulier. En Iran, courant août, des manifestations violemment attaquées par la police et la milice islamiste, les *Bassidji* en particulier, ont succédé à de nouvelles grèves dans le secteur pétrolier. Dans le même temps, les travailleurs dits précaires, ou « auto-entrepreneurs » travaillant, et sur-exploités par les plateformes de coursiers et de distribution à domicile, type Deliveroo, se rebellent et manifestent dans nombre de pays, en Espagne, Italie, Angleterre ou encore en Lituanie. La fin rapide maintenant des mesures d'aides des pays les plus « riches », mesures visant surtout à prévenir une explosion sociale si des millions de prolétaires européens ou d'Amérique du nord venaient à plonger subitement dans la misère la plus noire, faute de salaire, va provoquer la faillite de nombreuses entreprises, petites ou grandes, appelées « zombies » car insolubles et n'ayant survécu artificiellement que par les subventions « covid » et donc une aggravation du chômage, des salaires et des conditions de travail – sans évoquer les expulsions des logements et autres conséquences de la misère qui vient. La fin des mesures sociales liées au covid annonce la présentation de la facture aux prolétaires. D'ores et déjà, des luttes prolétariennes tendent à éclater en réponse aux attaques directes du capital.

En Allemagne, des grèves importantes ont affecté les chemins de fer durant l'été. Dernièrement, l'hôpital *La Charité* à Berlin, le plus important d'Europe, 15000 salariés, a connu une lutte réclamant l'embauche de personnel, la titularisation des travailleurs de la santé des sous-traitants travaillant pour l'hôpital et une politique « pour les besoins de santé » et non dictée par la « maîtrise des coûts ». Il est intéressant de relever que des tentatives d'organiser directement la lutte furent organisées par les travailleurs eux-mêmes.

Aux États-Unis, les travailleurs de l'usine Volvo de Dublin en Virginie ont fait grève durant cinq semaines contre l'avis du syndicat de l'automobile, l'UAW, et le contrat que celui-ci avait signé. En août, toujours malgré l'UAW, les 3500 ouvriers de DANA se mirent à leur tour en grève. Les premiers formèrent un Comité de base des travailleurs (Volvo Workers Rank-and-File Committee – VWRFC) pour s'opposer au contrat signé par l'UAW et lutter pour l'extension de leur lutte. Il en fut de même lors de la grève chez DANA, même s'il semble fort probable qu'il fut constitué et créé sous l'impulsion de syndicalistes de base, et l'influence de trotskistes. Il n'en reste pas moins qu'ils expriment une défiance, voire une tentative d'opposition aux syndicats et de prise en main par les travailleurs eux-mêmes de leur lutte et de la défense de leurs intérêts.

Le début de dynamique de lutte ouvrière internationale est là, même si timide. Pour que cette dynamique se confirme, s'affirme et se développe, les prolétaires vont devoir, entre autres choses, se confronter aux sabotages et manœuvres des syndicats, quel que soit le pays, quel que soit le continent. Aux prolétaires les plus combatifs de s'appuyer sur ces premières expériences, pour prendre confiance en eux et s'organiser – par exemple en comités de lutte – pour préparer, voire lancer, luttes et grèves.

Normand, 18 septembre 2021

Retour sur la polémique du CCI contre le PCI-Le Prolétaire : l'intervention des groupes communistes lors des grèves de 2019 en France

« Plus grand est l'élan spontané des masses, plus le mouvement prend d'extension, et plus vite encore s'affirme la nécessité d'une haute conscience dans le travail théorique, politique et d'organisation de la social-démocratie. » (Lénine, *Que faire ?*)

Les pages françaises du site web du CCI ont publié une polémique, Les graves faiblesses du PCI dans le mouvement contre la réforme des retraites¹, qui critique l'intervention de celui-ci², qui publie *Le Prolétaire* en France, dans la mobilisation ouvrière massive de l'automne-hiver 2019 dans ce pays. La polémique du CCI nous permet ainsi de revenir sur l'expérience passée, en particulier la plus récente, de lutte massive et d'attirer l'attention sur le contenu et la méthode que l'intervention des groupes communistes doit utiliser pour qu'ils assument leur tâche de *direction politique* dans les luttes de leur classe. Notre intention vise ici, non pas tant à critiquer la démarche et les positions du CCI lui-même, bien que fortement marquées d'*économisme* ou *conseillisme* comme nous le verrons, mais de partager, et de soumettre à la critique, notre conception et nos orientations d'intervention afin d'anticiper sur la période de luttes massives qui ne peuvent manquer de surgir face à la crise. Le lecteur pourra évidemment se référer à l'intervention concrète tant du CCI, du PCI que de nous-mêmes, en particulier les tracts, que chacun a pu développer au fil même de la lutte et qui sont disponibles sur les sites web respectifs. Car on ne peut tirer de bilan et de leçons d'une lutte ouvrière et de l'intervention des révolutionnaires qu'en rapport aux prises de position, tracts, mots d'ordre, orientations, etc., **adoptées au fil même de la lutte**, au moment même où les différentes batailles, ou épisodes particuliers, se posent. Le faire *post-festum*, et seulement à partir de principes généraux – même si justes en soi –, sans tenir compte du cours même de la mobilisation et des véritables questions et enjeux successifs ne présente guère d'intérêt, au pire révèle une démarche dogmatique et abstraite.

En préalable, nous rappellerons ici de manière succincte le déroulement même de la mobilisation ouvrière qui a duré de septembre 2019 à janvier 2020 et que nous avons retracé dans nos communiqués³ disponibles sur notre site. L'annonce d'une nouvelle réforme des retraites durant l'été 2019 par le gouvernement

français du président Macron a contraint les syndicats à organiser une journée d'action, manifestation et grève, le 13 septembre. La participation massive à celle-ci, en particulier des travailleurs des transports urbains de Paris de la RATP et l'expression de leur combativité, a surpris les syndicats et inquiété l'ensemble de l'appareil d'État bourgeois sur l'état d'esprit combatif régnant dans les rangs de nombreux secteurs prolétariens du pays. Immédiatement, les syndicats FO et SUD, rejoints par la suite par la CGT, fixèrent une nouvelle journée d'action au... 5 décembre présentée comme le début d'une grève illimitée dans tous les secteurs, cherchant ainsi à couper court à tout éclatement immédiat de la lutte. Pour autant, fin octobre, d'abord suite à un accident ferroviaire le 16, les conducteurs de train de la SNCF arrêterent spontanément le travail durant trois jours et à l'échelle nationale. Puis le centre technique de Châtillon, en région parisienne, qui s'occupe de l'entretien des *trains à grande vitesse* (TGV) pour la région sud-ouest de la France, se mit en grève sauvage contre une réorganisation de leurs conditions de travail et les bas salaires dans la semaine du 21 au 27 octobre et en appelant « *l'ensemble des cheminots à relever la tête avec eux* »⁴. Ce faisant, ils brisaient le cadre, timing et terrain de revendications, le carcan, que les syndicats avaient établis pour enfermer les prolétaires et les contraindre à attendre le 5 décembre et ils ouvraient une opportunité concrète, aussi mince fut-elle, d'extension et de généralisation de la lutte à la SNCF, mais aussi à l'ensemble des autres secteurs, dont certains du secteur privé étaient affectés par des mobilisations et des grèves particulières. Malgré quelques tentatives d'extension de ce conflit particulier sabotées par les syndicats, SUD en particulier, et devant le recul de la direction locale sur les revendications, la grève s'arrêta au bout d'une semaine refermant ainsi la fenêtre ouverte sur un débordement des syndicats et de leur tactique de journées d'action.

Nombreux furent les participants de tous secteurs aux manifestations massives et à la grève du 5 décembre, dans lesquelles il y eut parfois des affrontements avec la police tout comme dans les nombreux piquets de grève qui furent mis en place devant certains lieux de travail. Ce jour devait marquer le début de la grève illimitée dans de nombreux secteurs. Néanmoins, il appa-

1 . <https://fr.internationalism.org/content/10392/graves-faiblesses-du-pci-mouvement-contre-reforme-des-retraites-partie-1>. À notre connaissance, elle n'a pas été publiée dans le journal *Révolution internationale*.

2 . <http://www.pcint.org/>

3 . <http://igcl.org/Communique-sur-les-greves-en> et <http://igcl.org/2e-communique-sur-les-greves-en>

4 . On peut lire ou relire le communiqué des grévistes du centre SNCF de Châtillon sur notre site : <http://www.igcl.org/Soutien-actif-aux-grevistes-de-la>

rut clairement que l'appareil d'État bourgeois, gouvernement, syndicats et média, maîtrisait la situation et la combativité ouvrière, celle-ci étant dirigée pour l'essentiel vers une grève illimitée dans le temps mais confinée principalement aux seuls cheminots et tramino⁵ – on a pu dire que le reste de la classe faisait « grève par procuration » – et sans réelle perspective autre que sa durée et un blocage de la production par le biais de l'arrêt des transports. C'est-à-dire précisément ce que la grève de Châtillon fin octobre avait, de fait, cherché à remettre en cause à condition de s'étendre. Le lendemain de la journée d'action syndicale du 10 décembre qui vit une baisse du nombre de manifestants et la dynamique de la grève se réduire aux transports et se renfermer sur sa durée *illimitée*, le gouvernement se crut assez fort pour décider d'une mesure additionnelle – le maintien de l'âge pivot – aggravant encore plus les conditions de départ à la retraite. Cette annonce provoqua un regain de colère ouvrière relançant ainsi la dynamique de la lutte et ré-ouvrant, certes très peu et pour un court moment, la fenêtre de l'extension et généralisation qui s'était fermée le 5. Elle obligea ainsi tous les syndicats, y compris la CFDT [le syndicat français le plus « à droite »] qui n'appelait pas à la grève, à relancer une nouvelle journée d'action pour le 17, trois jours avant les vacances scolaires de fin d'année. Il était clair, qu'une fois les enseignants en vacances, les cheminots et les traminots de la SNCF et de la RATP resteraient seuls et isolés dans la lutte, les syndicats, en particulier la CGT, retardant l'appel à la grève illimitée dans les ports et les raffineries par exemple.

Malheureusement, il en fut bien ainsi. Cette deuxième opportunité d'une rupture avec le terrain et le timing imposés par les syndicats et leurs journées d'action ne fut pas plus saisie que la première. Certes la grève et la mobilisation durèrent jusqu'à la mi-janvier pour la première et pratiquement jusqu'à l'éclatement du Covid pour la seconde. Mais le sort du combat était joué, sauf s'il eût pu surgir un événement – « autre » lutte ou grève – particulier et extérieur à cette dynamique même de mobilisation, dans un autre secteur du privé par exemple, **qui eût pu briser le timing imposé aux événements par les journées d'action syndicale**. Il est donc, selon nous et à grands traits évidemment, cinq moments ou épisodes, de cette lutte ayant présenté des enjeux particuliers et en fonction desquels les révolutionnaires devaient adapter leur orientation et leurs mots d'ordre s'ils voulaient chercher à se hisser à l'avant-garde de ce combat de classe et à y jouer un véritable rôle de direction politique : du 13 septembre à la fin octobre ; la semaine de grève du centre de Châtillon jusqu'au 5 décembre ; de la journée d'action du 5 au 11

décembre ; puis jusqu'au 17, voire 23 décembre⁶.

Critique abstraite et dogmatique et réalité des interventions

La critique du CCI ne prend pas en compte ces moments, ni même d'autres moments qu'il aurait lui-même su voir et identifier, pour polémiquer avec le PCI. Il élabore sa critique à partir du principe, qu'il partage avec nous, que les syndicats sont dans notre période historique des organes de l'État bourgeois et, qu'en conséquence, tout appareil syndical ne peut que saboter les luttes ouvrières. Mais elle reste essentiellement abstraite et dogmatique, sans aucun rapport avec la réalité et la dynamique de la lutte elle-même. Elle n'aborde pas les orientations concrètes mises en avant par le PCI au fil du conflit. Quant aux siennes... « *la démarche la plus juste n'était donc pas de suivre les expressions radicales du syndicalisme, mais de mettre en exergue les conditions de la lutte de classe, de montrer, comme a cherché à le faire le CCI, la réalité d'une réflexion souterraine s'exprimant par un besoin de solidarité, que justement les syndicats et toute la bourgeoisie cherchaient à dénaturer (sic!). Il était nécessaire de replacer la lutte dans son contexte d'émergence d'une reprise de la combativité et répondre politiquement au besoin de réflexion au sein de la classe.* » (nous soulignons)

Le lecteur ne nous en voudra pas d'opposer la vision de Rosa Luxemburg qu'elle met en avant dans *Grève de masse, parti et syndicat* et que, pour notre part, nous reprenons à notre compte et essayons d'appliquer : « *Au lieu de se poser le problème de la technique et du mécanisme de la grève de masse, la social-démocratie est appelée, dans une période révolutionnaire, à en prendre la direction politique. La tâche la plus importante de 'direction' dans la période de la grève de masse, consiste à donner le mot d'ordre de la lutte, à l'orienter, à régler la tactique de la lutte politique de telle manière qu'à chaque phase et à chaque instant du combat, est réalisée et mise en activité la totalité de la puissance du prolétariat déjà engagé et lancé dans la bataille et que cette puissance s'exprime par la position du Parti dans la lutte ; il faut que la tactique de la social-démocratie ne se trouve jamais, quant à l'énergie et à la précision, au dessous du niveau du rapport des forces en présence, mais qu'au contraire elle dépasse ce niveau.* » (Rosa Luxemburg, nous soulignons)⁷

Le CCI est loin, très loin, de la recherche et du combat pour toute *direction politique* effective dans la confrontation de classe réelle. Et près, très près, de la vision conseilliste portée par Anton Pannekoek en 1947 qui défend que les communistes doivent se limiter à « *diffuser la lucidité et le savoir (...)* et éclairer l'esprit des masses au

5 . D'autres secteurs, principalement du public, l'enseignement par exemple, se joignirent à la grève mais la plupart du temps de manière très minoritaire.

6 . Bien évidemment, cette périodisation faite au cours même de la lutte est discutable en soi.

7 . *Grève de masse, parti et syndicats*, Maspéro, 1969.

moyen de leur propagande.»⁸ Loin de ces arguties conseillistes abstraites et dogmatiques, abordons la réalité des interventions du PCI et du CCI, et de la nôtre.

Avant le 5 décembre

Dès l'éclatement de la grève sauvage du centre de Châtillon le 21 octobre, celle-là même qui ouvre une brèche dans le dispositif syndical des journées d'action planifiées à partir du 5 décembre, le PCI publie un tract – reproduisant un communiqué fait par les cheminots en grève –, *Grève illimitée et sans préavis : les cheminots grévistes de Châtillon montrent la voie !* Ce tract appelle à « l'extension et la généralisation du mouvement (...) à la grève illimitée, sans préavis avec occupation des locaux ou piquets de grève, extension aux autres établissements, comités de grève, etc. », les travailleurs à « prendre leur lutte en main indépendamment des organisations collaborationnistes [les syndicats]. » Pour notre part, et même si nous divergeons sur la question syndicale avec le PCI, nous estimons que le tract du PCI avance les mots d'ordre et orientations qui correspondent à la situation et au besoin du combat contre l'attaque du gouvernement et de la tactique de sabotage des syndicats et des gauchistes. Du même côté de cette barricade, de cette première bataille, nous décidons de soutenir et reproduire ce tract, plutôt que d'en publier un nous-mêmes en l'accompagnant d'un communiqué visant à présenter notre analyse de la situation et expliquer notre démarche. En particulier, nous appelons les travailleurs à briser le carcan des journées d'action en brisant leur timing fixé au 5 décembre. Durant ce premier épisode qui va voir la grève s'éteindre au bout d'une semaine, le CCI est aux abonnés absents. Il ne dit mot. Silencieux.

Le 5 décembre

Avant la manifestation du 5 décembre, début "officiel" de la grève selon les syndicats, le PCI publie un deuxième tract le 29 novembre dans lequel il renouvelle ses mots d'ordre de « grève illimitée et sans préavis (...), comités de grève élus et révocables, piquets de grève ou occupation des locaux pour arrêter effectivement l'activité, extension du mouvement aux autres entreprises. » Ce n'est que le 1^{er} décembre, un mois après les grèves sauvages d'octobre et alors que les mâchoires du piège syndical se referment, que le CCI en France intervient pour la première fois par un tract, *Unifions nos luttes, contre les attaques de nos exploités !* On peut déjà donc relever qu'en terme de timing, il se situe en retard sur la bourgeoisie, en particulier le gouvernement et les syndicats. Et qu'il a complètement raté, ou ignoré, la perspective qu'avaient ouverte la paralysie des trains, puis la grève sauvage au centre de maintenance des TGV, de la fin octobre dans un climat général de combativité ouvrière. Bref, le CCI est déjà en retard sur le mouvement et les

syndicats qui, à ce moment-là, sont au devant de la scène et annoncent une grève longue et dure. Pire, il est politiquement à la queue des syndicats. Bien que juste en soi, en particulier sa dénonciation des syndicats, le tract n'en reste pas moins très général sur les perspectives et mots d'ordre : « tout la classe ouvrière doit lutter ! », « notre unité est vitale, nous devons la forger et la défendre ». Mais surtout, il se centre sur l'auto-organisation et les assemblées générales, non pas comme moyens et outils parmi d'autres pour réaliser des mots d'ordre de grève et d'extension et, de fait, **s'opposer et combattre les sabotages syndicaux**, mais comme préalables à la lutte : « Seul le rassemblement au sein d'assemblées générales ouvertes et massives, autonomes, décidant réellement de la conduite du mouvement, peut constituer la base d'une lutte unie. » Au moment même où il s'agit d'opposer des orientations et mots d'ordre alternatifs à ceux mis en avant par les syndicats et de leur disputer la direction de la lutte, il appelle « les travailleurs les plus combattifs et déterminés [à] se regrouper, discuter, se réappropriier les leçons du passé, **pour préparer** la lutte autonome de toute la classe ouvrière. » (nous soulignons) C'est-à-dire pour préparer une lutte future, pure et autonome, autrement dit une lutte dans lesquels les forces bourgeoises en milieu ouvrier, les syndicats en premier, auraient disparu ; de fait, une lutte qui ne serait plus une lutte entre les classes. Et cela au moment même où la classe se bat et a besoin d'orientations et de mots d'ordre politiques concrets et immédiats, le CCI propose de discuter, se réapproprier et préparer une lutte future et pure, rêve de toujours du petit-bourgeois apeuré devant la véritable lutte des classes.

Pour notre part, « il nous a semblé inutile – nous nous sommes interrogés – de faire une intervention particulière sur l'appel à la grève et à sa reconduction qui serait venu s'ajouter à tous les autres venant des syndicats (...) de gauchistes et même de forces révolutionnaires » disions-nous le 8 décembre.⁹ Nous avons décidé de distribuer le tract du PCI lors de la manifestation du 5 dans la mesure où les mots d'ordre et les revendications qu'il mettait en avant correspondaient aux enjeux qui se présentaient à ce moment-là, à l'occasion de cette journée et pour ses lendemains. En effet, de notre point de vue, l'appel à la mobilisation pour ce jour devait fixer comme orientation le débordement et la confrontation aux syndicats ou, plus précisément, la transformation de cette journée d'action syndicale de sabotage de la réponse ouvrière en un moment du combat pour l'extension et l'unité du maximum de secteurs par la grève, essentiellement par le mot d'ordre de reconduction de la grève illimitée et son

8 . Cinq thèses sur la lutte de classe ? 1947, in Pannekoek et les conseils ouvriers, EDI, Paris, 1969.

9 . cf. notre communiqué du 8 décembre dans lequel nous expliquons les raisons du choix du tract du PCI au détriment de celui du CCI, car faisant de l'auto-organisation un préalable, « la base d'une lutte unie », et avançant des « sans lien direct avec la mobilisation, donc abstraites et sans utilité pour la généralisation réelle... »

extension aux secteurs qui ne l'ont pas encore décidé. C'est-à-dire, globalement, les mots d'ordre que le PCI avançait dans son tract¹⁰.

Après le 5 et jusqu'au 10

Le PCI publie un tract le 7, *les directions syndicales temporisent, pour vaincre, les travailleurs doivent prendre leur lutte en main*. Il y renouvelle ses orientations et mots d'ordre antérieurs de prise en main de la lutte et de son extension qui répondent à l'enfermement croissant des prolétaires dans les filets de la tactique syndicale malgré leur combativité. On peut néanmoins relever qu'il ne réussit pas en prendre en compte le nouveau moment, suite au renforcement du contrôle syndical suite à la journée du 5, pour adapter ses orientations et mots d'ordre.

Pour notre part, nous intervenons le 8 décembre, par voie de communiqué. Prenant acte de la journée du 5 et du succès syndical qu'elle représente, nous avertissons contre « *le risque pour l'ensemble des prolétaires d'attendre simplement et passivement dans l'espoir que le blocage des transports fasse céder le gouvernement au lieu d'entrer ouvertement dans la lutte. [Sans extension réelle,] les syndicats qui maîtrisent déjà le timing et le terrain vont pouvoir "jouer" avec l'usure et la fatigue des cheminots et des travailleurs de la RATP (...) mener à l'échec. (...) Seule une entrée en lutte et grève reconductible dans d'autres secteurs peut permettre de dépasser une grève dont l'unique objectif serait le "blocage de la production", terrain sur lequel les syndicats assoiront encore plus leur contrôle et mainmise sur le mouvement. (...) Pour cela, [les prolétaires] ne peuvent faire l'économie de disputer aux syndicats la direction du combat, des décisions d'action et des revendications, et même des tâches de négociations avec le gouvernement si elles doivent avoir lieu. Voilà donc l'enjeu des deux prochains jours, sans doute jusqu'à mercredi et les annonces du gouvernement.* » Mettant en avant des revendications "économiques", sur la retraite et sur les salaires dans lesquelles tous les secteurs, en particulier public et privé, pouvaient se reconnaître et qu'ils pouvaient faire leurs, et auxquelles les syndicats étaient opposés, nous appelons à l'extension de la grève sur la base de celles-ci, donnant ainsi un objectif concret à son extension. Conscients qu'après le 5, seule une minorité de travailleurs pouvaient se faire les porteurs de cette perspective, nous terminions par appeler au « *regroupement en comités de lutte des prolétaires combattifs et isolés sur la base de l'appel à la grève et à l'envoi de délégations massives pour l'étendre.* »

Le CCI reste silencieux jusqu'au 15.

10 . Principalement du fait de nos faibles forces en France et du fait que les potentialités de débordement des syndicats lors de cette journée étaient faibles, même si existantes, nous avons décidé de ne pas réaliser d'intervention spécifique en cette occasion. Bien sûr, cela peut être critiquable et débattu.

La rupture du 11 décembre jusqu'au 17

La *maladresse* ou la provocation du premier ministre du 10 décembre au soir qui fragilise le contrôle et la direction des syndicats sur la grève, nous apparaît ré-ouvrir une porte que les prolétaires peuvent, et doivent, saisir pour essayer de gagner l'initiative du combat aux syndicats. Nous publions aussitôt, le 11, un tract, *Tout faire pour aider le privé à s'engager dans la grève !*

« *Entraîner, encourager, aider, les travailleurs du privé à s'engager dans la lutte et la grève est la priorité de l'heure si on veut faire reculer le gouvernement ! Le blocage des transports n'y suffira pas. La grève par procuration qui fait reposer tout le poids du combat en grande partie sur les seuls cheminots et les travailleurs de la RATP ne peut mener qu'à l'impasse et à l'épuisement des grévistes. La fenêtre de tir, l'opportunité, l'occasion, d'entraîner et d'étendre la grève aux prolétaires du privé est encore là. Au moins d'ici au prochain mardi 17 et aux manifestations de ce jour. Après, il est fort possible que la grève, réduite aux seuls cheminots et travailleurs de la RATP pour l'essentiel, se réduise à une lutte "bras-de-fer" sans autre but que durer le plus longtemps. À ce jeu, la bourgeoisie et tout l'appareil d'État seront les plus forts. Ils contrôleront, ne serait-ce qu'au moyen des syndicats, la situation et pourront attendre que la lutte s'épuise d'elle-même. Comme pour les cheminots en 2018.* »¹¹

Le PCI et le CCI publie un tract en même temps, le 15, en vue de la journée d'action et de manifestation du 17 qui, s'il n'est pas d'initiative prolétarienne particulière entre-temps, va inévitablement refermer la porte entre-ouverte. Le PCI, *Contre la réforme des retraites..., lutte de classe prolétarienne !*, en est conscient malgré ses confusions sur le soit-disant *collaborationnisme de classe* des syndicats : « *la voie d'une lutte victorieuse exige la rupture avec la pratique du collaborationnisme de classe et le retour à la lutte de classe, à ses méthodes, ses moyens et ses objectifs.* » (nous soulignons)

Loin de prendre en compte le moment et la possibilité, aussi faible et temporaire soit-elle, d'une rupture avec la dynamique imposée par le contrôle syndical, le tract du CCI, *Solidarité dans la lutte de tous les travailleurs et toutes les générations* (sic!)¹², appelle à « *profiter de cette journée pour discuter et réfléchir ensemble dans les manifestations* » syndicales du 17 ! À, « *pour porter plus loin nos luttes, (...) apprendre à nous organiser par nous-mêmes.* » En guise de perspective immédiate, il appelle à former des comités de lutte... « *afin de discuter ensemble, tirer les le-*

11 . <http://igcl.org/Tout-faire-pour-aider-le-prive-a-s>. Il faut souligner que ces prévisions que nous, parmi d'autres, avons faites, et en opposition frontale à l'ensemble des syndicats et du gauchisme, se sont pleinement réalisées à partir du 18 décembre jusqu'à la mi-janvier et la fin de la mobilisation.

12 . Ce tract est daté du 15 décembre mais mentionne le discours du premier ministre du 17 décembre. Est-il ant-daté ? Le CCI tricherait-il avec les dates afin de masquer son retard et son indifférentisme à l'égard des prolétaires en lutte ? « *Aujourd'hui, mardi 17 décembre, après le discours révoltant d'Édouard Philippe...* »

çons de ce mouvement, se réapproprier celles des mouvements passés et préparer les combats futurs. » Bref, le CCI n'a rien à dire au prolétariat en terme de perspective et d'orientation de combat immédiat. Il réserve ses prêches, pardon ses mots d'ordre, pour les combats futurs. Et nous qui l'accusons d'être à la queue du mouvement !

Après le 17, la voie sans issue de la grève longue

La journée d'action syndicale du 17, deux jours avant les vacances des enseignants qui semblaient être les plus susceptibles de se joindre massivement à la grève, clôt définitivement toute possibilité d'extension et de généralisation de la lutte. Bien que la grève va encore se prolonger jusqu'à la mi-janvier, la bourgeoisie et son appareil d'État, gouvernement, partis, syndicats et média, vont pouvoir alors se contenter d'attendre paisiblement que la grève s'épuise d'elle-même. Nous publions un communiqué le 21 tirant l'essentiel, selon nous, du bilan de cette expérience de lutte. Le PCI va continuer à publier régulièrement des tracts, à l'occasion des journées d'action syndicales suivantes, jusqu'au 17 février. Ils vont renouveler orientations et mots d'ordre de lutte tout comme la dénonciation de la tactique syndicale. Alors que la grève, de plus en plus minoritaire et sans perspective, est définitivement dans l'impasse, le CCI va publier deux tracts qui sont complètement hors du temps et de la réalité de la lutte, en particulier de son impasse et de son échec dès lors quasi inéluctable. Le 13 janvier, il appelle encore à ce moment-là, et à l'unisson avec les syndicats et les gauchistes, à la *lutte massive et unie de tous les exploités* et le 4 février, toujours, à « *prendre nos luttes en main* » comme le font les gauchistes du NPA, apôtres eux-aussi de l'auto-organisation dans les AG interpro.

Silencieux jusqu'au 1^{er} décembre alors que la situation restait ouverte à toute potentialité prolétarienne, le CCI va multiplier frénétiquement tracts et articles – deux sont datés du 13 janvier et un autre du 14 – une fois la défaite ouvrière assurée jusqu'à oser, sans vergogne, critiquer le PCI de manière dogmatique et abstraite. Or malgré ses positions pour le moins confuses, voire opportunistes, sur le syndicalisme, le PCI a réussi à se situer à l'avant-garde de cette épisode de la lutte des classes et aux différents moments clés de celui-ci. On ne peut pas en dire autant du CCI toujours en retard sur les moments et à la remorque des syndicats et du gauchisme sur le terrain politique.

Sur la base de l'expérience de la grève de masse de 1905 en Russie, Lénine en tira profit pour exposer clairement l'attitude, et surtout la méthode, que les révolutionnaires devaient adopter vis-à-vis des formes organisationnelles dont devait se doter le prolétariat dans ses luttes afin d'être en capacité d'en assumer au mieux la direction politique. En cela, il ne diffère pas de Rosa

Luxemburg. Les militants sincères du CCI devrait y réfléchir s'ils désirent se dégager du conseilisme honteux de leur organisation, en particulier de son fétiche de l'auto-organisation et des Assemblées Générales (AG).

« *En premier lieu, le marxisme diffère de toutes les formes primitives du socialisme en ce qu'il ne rattache pas le mouvement à quelque forme de combat unique et déterminée. Il admet les méthodes de lutte les plus variées, et il ne les "invente" pas, il se borne à généraliser, organiser, rendre conscientes les formes de lutte des classes révolutionnaires, qui surgissent spontanément dans le cours même du mouvement. Absolument hostile à toutes les formules abstraites, à toutes les recettes de doctrinaires, le marxisme veut que l'on considère attentivement la lutte de masse qui se déroule et qui, au fur et à mesure du développement du mouvement, des progrès de la conscience des masses, de l'aggravation des crises économiques et politiques, fait naître sans cesse de nouveaux procédés, de plus en plus variés, de défense et d'attaque.*

C'est pourquoi le marxisme ne répudie d'une façon absolue aucune forme de lutte. En aucun cas, il n'entend se limiter aux formes de lutte possibles et existantes dans un moment donné ; il reconnaît qu'un changement de la conjoncture sociale entraînera inévitablement l'apparition de nouvelles formes de lutte, encore inconnues aux militants de la période donnée. Le marxisme, sous ce rapport, s'instruit, si l'on peut dire, à l'école pratique des masses ; il est loin de prétendre faire la leçon aux masses en leur proposant des formes de lutte imaginées par des "fabricants de systèmes" dans leur cabinet de travail. »¹³

RL, août 2021

13 . Lénine, *La guerre de partisans*, 1906, https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1906/09/lenine_partisans.htm.

Combat pour le parti communiste

Nouvelle Plateforme politique du GIGC

Le GIGC vient juste d'adopter une nouvelle plateforme politique qui est résumée dans les *Positions de base* que nous reproduisons ci-après et qui seront dorénavant sur la dernière page de couverture de cette revue. À l'origine, à la conférence de 2013 de constitution du GIGC, nous avons formellement repris comme plateforme minimale les *positions de base* présentes au dos des publications du Courant Communiste International (CCI), sauf la référence à sa position sur la *Décomposition*, et qui sont très proches, si ce n'est similaires, à celles de la Tendance Communiste Internationaliste (TCI). « *A ce titre et sous cette forme, la plate-forme exigera des développements et une argumentation plus importants dans le futur* », disions-nous alors. (Résolution sur la constitution du GIGC¹) Une de nos orientations était de réussir à rejeter les fausses – car essentiellement causées par des réflexes d'ordre sectaire – oppositions entre la TCI et le CCI et d'éclaircir quels étaient les véritables divergences et les débats à soulever, débattre et clarifier. Notre plateforme constitue le résultat final de la réalisation de cette orientation. Elle sera disponible très rapidement sur notre site web et sous forme de brochure que nous allons imprimer. Celle-ci contiendra aussi nos prises de position critiques² sur les plateformes de la TCI et du CCI, dont l'élaboration date des années 1970 et 1980. Ces prises de position, tout comme les discussions que nous avons eues avec de nouveaux camarades désirant se regrouper et adhérer au GIGC, furent d'importants moments pour l'élaboration de notre propre texte. Fondamentalement, nous pensons que ce sont les développements de la situation historique de la dernière décennie qui exigeaient le *dépassement* des anciennes plateformes devenues inadaptées et l'adoption de celle-ci. La rupture causée par la crise et la pandémie, c'est-à-dire la précipitation des événements économiques et impérialistes dramatiques et la croissante et active *actualité* de l'alternative *révolution ou guerre* sur ceux-ci, rendirent son adoption urgente et un besoin absolu.

Mais qu'est-ce qu'une plateforme politique et pourquoi est-elle indispensable ? La plate-forme politique d'un groupe, ou parti, révolutionnaire est un document pratique destiné à servir de référence et de guide au groupe comme un tout, c'est-à-dire, à ses organes centraux, ses sections nationales et locales, ses militants, lorsqu'ils interviennent dans les luttes de la

classe ouvrière. Elle doit être aussi claire que possible, afin d'équiper au mieux théoriquement les différentes parties de l'organisation et pour toutes les prévenir (dans la mesure du possible) contre les dérapages vers l'opportunisme qui se produisent inévitablement lorsque l'idéologie bourgeoise et les pratiques qui en découlent parviennent à exercer leur influence sur tout groupe ou parti révolutionnaire.

Dans la mesure où la classe ouvrière lutte plus efficacement lorsqu'elle agit en accord avec le contenu politique immanent, ou latent, de sa lutte, même dans les luttes apparemment les plus banales et quotidiennes qui se déroulent sur son propre terrain, la plate-forme est un document de combat qui doit viser à être d'une utilité directe aussi pour le prolétariat en lutte. La nécessité historique de renverser le capitalisme est inhérente même aux luttes quotidiennes, immédiates, que les participants à ces luttes immédiates en soient pleinement conscients ou non. La classe ouvrière ne peut développer ses combat et résister au capital que lorsqu'elle réussit à réaliser le contenu politique latent de ses luttes et agit en conséquence, car même la lutte prolétarienne la plus limitée sur son propre terrain est immédiatement confrontée à toute la puissance juridique et répressive de l'État capitaliste que ce dernier juge nécessaire pour étouffer dans l'œuf le réveil authentique de son ennemi mortel, le prolétariat révolutionnaire.

Étant un document qui vise à être d'une utilité pratique dans la lutte prolétarienne, la plate-forme doit tenir compte de la réalité de la situation actuelle. Un des aspects de cette dernière qui est sous-estimé - y compris par les groupes qui proclament haut et fort la mort de la Gauche communiste ainsi que par ceux qui prétendent en être les seuls représentants, mettant tous les autres groupes révolutionnaires dans le même sac que les gauchistes purs et durs - est précisément l'existence d'un camp prolétarien/révolutionnaire. Au contraire, nous devons reconnaître la réalité de ce camp, y compris toutes ses faiblesses, ses ambiguïtés et ses réflexes sectaires parfois ombrageux.

Notre plateforme se fonde sur et s'articule autour de la question centrale du parti, en tant qu'avant-garde et direction politiques du prolétariat, en tant qu'expression la plus haute de la conscience de classe. C'est cette position de principe centrale du marxisme et parce que nous voulons faire d'elle un document pratique que sa rédaction a explicitement pris en compte 1) l'existence du camp prolétarien, et 2) la

1 . <http://www.igcl.org/Resolution-sur-la-constitution-du>.

2 . cf. RG #17, <http://www.igcl.org/Prise-de-position-sur-la> et RG #18, <http://www.igcl.org/Prise-de-position-sur-la-671>.

nécessité de la lutte, même la plus quotidienne en apparence, sur le terrain prolétarien pour réaliser son contenu politique immanent, un processus qui passe par la grève de masse, jusqu'à l'insurrection, la destruction de l'État capitaliste, l'exercice de la dictature prolétarienne à l'échelle mondiale, et finalement la transition vers le communisme, sous la direction du parti communiste international.

La reconnaissance de la réalité du camp prolétarien n'est que la première étape de la formation de l'unité politique de principe indispensable à la constitution du futur parti. La confrontation, le débat, voire, la polémique sont nécessaires pour que le camp prolétarien adopte une méthode de fonctionnement *de parti*. C'est seulement en adoptant une telle méthode que le camp prolétarien peut commencer à agir comme une avant-garde efficace, une avant-garde reconnue comme telle par les prolétaires en lutte. Imaginez l'absurdité, la stupidité absolue, d'un groupe communiste, proclamant la nécessité de l'unité prolétarienne et faisant partie d'un milieu de groupes et de cercles révolutionnaires aux positions de principe communes, internationalisme prolétarien et exercice de la dictature du prolétariat en particulier, qui ignorerait les positions des uns et des autres et ne les confronterait pas, voire qui afficherait son hostilité et son sectarisme, alors qu'il appelle à l'unité dans les luttes prolétariennes.

On peut, bien sûr, comprendre le désespoir qui s'empare de beaucoup dans le camp prolétarien aujourd'hui. Les militants expérimentés peuvent remarquer que le nombre de militants révolutionnaires n'augmente pas de manière significative dans leurs organisations. Ce serait une réaction compréhensible, bien que finalement contre-productive, que de vouloir recruter un plus grand nombre de militants en s'adaptant au climat idéologique actuel ; en permettant l'éclectisme dans les rangs de l'organisation ; en soutenant, par exemple, que l'anarchisme est une théorie révolutionnaire du prolétariat à côté du matérialisme historique, plutôt que la théorie idéaliste du lumpenprolétariat et de la petite bourgeoisie contre-révolutionnaires, quels que soient la sincérité et le statut sociologique des militants des organisations anarchistes ; en soutenant que les communistes de gauche sont favorables au "communisme libertaire" parce que le communisme "autoritaire" est un oxymore, etc. Cet opportunisme à courte vue peut gagner de nouvelles recrues à court terme, donnant l'impression que l'on fait grandir l'organisation, mais c'est un édifice construit sur du sable. Face à la tempête historique qui sera inévitablement provoquée par les contradictions insolubles du capitalisme, ce que l'on exige de l'avant-garde révolutionnaire, c'est la rigueur théorique, pas l'éclectisme ; une démarcation claire de

l'idéologie bourgeoise, pas un accommodement mou.

C'est cette rigueur théorique et cette démarcation claire du gauchisme que notre nouvelle plate-forme vise à fournir. Elle le fait en revendiquant exclusivement l'héritage théorique et politique de la Gauche communiste dite *italienne*³, sans ignorer complètement les différentes autres Gauches et Oppositions qui ont cherché à résister à la dégénérescence stalinienne de la Troisième Internationale. Aujourd'hui, et devant la déconfiture quasi complète des *autres Gauches communistes*, celle issue de la Gauche dite *Germano-hollandaise*, ou encore *conseilliste*, en particulier, il ne fait guère de doute que la filiation et l'héritage programmatique, théorique et politique de la Gauche communiste internationale repose quasi exclusivement sur la Gauche dite *italienne*.

Elle a été le courant politique le plus clair qui a combattu ouvertement et pied à pied, au sein même de l'Internationale communiste, contre sa dégénérescence stalinienne. Mais l'histoire du mouvement ouvrier n'a pas commencé avec elle. Notre nouvelle plate-forme se revendique de l'héritage des gauches des Internationales précédentes ; Rosa Luxemburg et Lénine contre les réformistes et les opportunistes de la Deuxième Internationale ; Marx et Engels contre les bakouninistes de la Première, pour ne citer que les représentants les plus éminents de ces gauches.

Les principales armes du prolétariat sont son unité et sa théorie révolutionnaire. Mais pour que cette dernière ne soit pas lettre morte, elle doit être actualisée dans la lutte de la classe ouvrière, par la praxis. La classe ouvrière, étant objectivement une classe contre le capital, tend à résister et lutter constamment et, *in fine*, à se révolter inévitablement contre sa condition d'exploitation et d'oppression. C'est tout au long de ces combats et de cette lutte historique du prolétariat que la minorité politique de la classe, regroupée et organisée dans ses organisations et son parti politiques, se doit d'intervenir dans toutes les luttes prolétariennes, de la plus petite à la plus grande, au plan local comme aux plans national et international, pour développer et assurer au mieux la direction politique des combats prolétariens.

Dans chaque lutte prolétarienne, *petite* ou *grande*, l'avant-garde prolétarienne intervient sur un *terrain contesté*, un terrain occupé par des formations politiques bourgeoises, en particulier de gauche et gauchistes, dont les politiques ont pour résultat

3 . Nous adoptons ici cette terminologie en utilisant le qualificatif "national" avec hésitation. D'une part, parce que la Gauche "italienne" était un courant international, et d'autre part, parce que son héritage et sa valeur sont d'une importance universelle pour le prolétariat international. Cet héritage ne doit pas être réduit à une simple expression politique du prolétariat italien, réduction implicite dans l'utilisation du qualificatif national.

objectif, si elles sont reprises par le prolétariat, de conduire à la défaite ; à la démobilisation de la nécessaire lutte de classe du prolétariat, et à la mobilisation pour la "solution" de la bourgeoisie aux contradictions structurelles de son système : la guerre impérialiste généralisée. En cela, toute lutte prolétarienne pour des revendications économiques, même la plus limitée, est aussi de fait une lutte politique que la classe et les révolutionnaires doivent assumer. C'est précisément parce que l'avant-garde prolétarienne doit intervenir sur un terrain politiquement contesté, celui des luttes prolétariennes, que la démarcation la plus claire possible avec le gauchisme est indispensable. Cela explique l'espace que notre texte programmatique consacre à la définition des frontières de classe. Ce document ne cherche pas à séduire les militants à mi-chemin entre le gauchisme et les positions authentiquement révolutionnaires en laissant, par exemple, une ambiguïté sur la nature de

classe des syndicats, des partis de gauche, du gauchisme, de l'anarchisme, ou encore des luttes de libération nationale, etc. Les militants sont invités à se positionner clairement pour ou contre telle ou telle proposition afin que nous puissions voir où ils en sont. Nous ne pouvons pas compter sur le brio de militants individuels pour contribuer à la formation du principal instrument de l'émancipation du prolétariat, le Parti international. En effet, celui-ci n'est ni une addition d'individus, encore moins une secte suivant un guru éclairé, mais un collectif anonyme de militants dont l'unité dépasse la somme des individus qui le compose. Elle ne peut donc être fondée que sur les principes et le programme communistes et sur la conviction politique communiste des militants. L'adoption de la méthode de parti et d'une plate-forme aussi claire que possible est nécessaire pour cela.

Le GIGC, Septembre 2021

Positions de base du GIGC

1) Le GIGC considère et définit l'ensemble de ses activités, internes comme externes, en fonction et comme des moments du combat pour la constitution du parti politique mondial du prolétariat, outil indispensable pour le renversement du capitalisme et l'établissement de la société communiste.

2) Outre l'intervention dans les luttes du prolétariat, le GIGC mène ce combat tout particulièrement dans le camp prolétarien international. Celui-ci est composé des groupes politiques révolutionnaires défendant et partageant les positions de classe du prolétariat, en particulier l'internationalisme prolétarien et la nécessité de la dictature de classe du prolétariat.

3) Le GIGC se revendique des Première, Deuxième et Troisième Internationales et du combat des fractions de gauche en leur sein. Tout particulièrement, il se revendique du combat de la fraction de gauche du PC d'Italie au sein de l'Internationale communiste contre sa dégénérescence stalinienne et des apports programmatiques qu'elle a pu développer et nous léguer jusqu'à aujourd'hui.

4) Seul le prolétariat, classe exploitée et révolutionnaire à la fois, est en capacité de détruire le capitalisme et d'instaurer le communisme, la société sans classe. La conscience de cette révolution, la *conscience communiste* est produite par la lutte historique du prolétariat. Pour qu'elle puisse se matérialiser, se défendre et se développer, le prolétariat produit des minorités communistes qui s'organisent en parti et qui ont pour fonction permanente de porter cette conscience communiste et la retourner à l'ensemble du prolétariat.

5) Expression la plus haute de cette conscience, le parti

– ou, en son absence, les fractions ou groupes communistes – constitue et doit assumer la direction politique du prolétariat. En particulier, le parti est l'organe qui, seul, peut mener le prolétariat à l'insurrection et à la destruction de l'État capitaliste, et à l'exercice de la dictature du prolétariat.

6) Le parti s'organise et fonctionne sur la base des principes qui régissent la lutte révolutionnaire du prolétariat, l'*internationalisme prolétarien* et le *centralisme* comme moments de son unité internationale et de son combat. Le parti se constitue d'emblée, fonctionne et intervient comme parti international et centralisé. Le GIGC se constitue d'emblée, fonctionne et intervient comme groupe international et centralisé.

7) Le parti, tout comme le GIGC, fonde son programme, ses principes, ses positions politiques et son action sur la théorie du *matérialisme historique*. En expliquant le cours de l'histoire par le développement de la lutte des classes et en reconnaissant le prolétariat comme classe révolutionnaire, il est la seule conception du monde qui se place du point de vue de celui-ci. Il est la théorie du prolétariat révolutionnaire.

8) Ce n'est que suite à l'insurrection victorieuse et la disparition de l'État bourgeois que le prolétariat pourra s'organiser en classe dominante sous la direction politique de son parti. Sa domination de classe, la dictature du prolétariat, s'exerce au moyen des conseils ouvriers, ou soviets. Ceux-ci ne peuvent se maintenir comme organisation unitaire du prolétariat qu'à la condition de devenir *organes de l'insurrection et organes de la dictature de classe*, c'est-à-dire en faisant leur les mots d'ordre du parti.

9) La dictature du prolétariat consiste à utiliser le pouvoir de classe de ses organisations de masse, les conseils ou soviets, pour abolir le pouvoir économique de la bourgeoisie et assurer la transition vers une société communiste sans classe. L'État de la période de transition, de la dictature de classe, entre capitalisme et communisme est appelé à disparaître avec la disparition des classes, du prolétariat lui-même et de son parti, et l'avènement de la société communiste.

10) Depuis la Première Guerre mondiale en 1914, la guerre impérialiste généralisée et le capitalisme d'État sont les principales expressions de la phase historique de décadence du capitalisme.

11) Face au développement incessant du capitalisme d'État, le prolétariat ne peut opposer que la recherche de son unité dans toutes ses luttes, même les plus limitées ou localisées, en prenant en charge leur extension et leur généralisation. Toute lutte ouvrière, même la plus limitée, s'affronte à l'appareil d'État comme un tout auquel le prolétariat ne peut opposer que la perspective et l'arme de la *grève de masse*.

12) À l'époque du capitalisme d'État dominant, les syndicats comme un tout, direction comme sections de base, sont des organes à part entière de l'État bourgeois en milieu ouvrier. Ils visent à maintenir l'ordre capitaliste dans ses rangs, à encadrer la classe ouvrière et à prévenir, contrer et saboter toute lutte prolétarienne, en particulier toute extension, généralisation et centralisation des combats prolétaires. Toute défense des syndicats et du syndicalisme est contre-révolutionnaire.

13) À l'époque du capitalisme d'État dominant, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis dits ouvriers, « socialistes », « communistes », les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes, anarchistes), ou encore se présentant comme anti-capitalistes, constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de front populaire, front anti-fasciste ou front unique mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat. Toute politique frontiste avec des partis de gauche de la bourgeoisie est contre-révolutionnaire.

14) À l'époque du capitalisme d'État dominant, le parlement et les campagnes électorales, et de manière générale la démocratie bourgeoise, ne peuvent plus être utilisés par le prolétariat pour son affirmation en tant que classe et pour le développement de ses luttes. Tout appel à participer aux processus électoraux et à voter ne fait que renforcer la mystification présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités et, à ce titre, est contre-révolutionnaire.

15) Le communisme nécessite l'abolition consciente par

le prolétariat des rapports sociaux capitalistes : la production de marchandises, le travail salarié et les classes. La transformation communiste de la société par la dictature du prolétariat ne signifie ni autogestion, ni nationalisation de l'économie. Toute défense de l'une ou l'autre est contre-révolutionnaire.

16) Les pays dits « socialistes » ou bien même « communistes », l'ex-URSS et ses satellites d'Europe de l'Est, la Chine, Cuba, le Vietnam, ou encore le Venezuela de Chavez, n'ont été que des formes particulièrement brutales de la tendance universelle au capitalisme d'État. Tout soutien, même critique, au caractère soit-disant socialiste ou progressiste de ces pays est contre-révolutionnaire.

17) Dans un monde désormais totalement conquis par le capitalisme et où l'impérialisme s'impose à tout État, toute lutte de libération nationale, loin de constituer un quelconque mouvement progressif, se résume en fait à un moment de l'affrontement constant entre impérialismes rivaux. Toute défense de l'idéologie nationaliste, du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », de toute lutte de libération nationale est aujourd'hui contre-révolutionnaire.

18) Par leur contenu même, les luttes *parcellaires*, anti-racistes, féministes, écologistes, et autres aspects de la vie quotidienne, loin de renforcer l'unité et l'autonomie de la classe ouvrière, tendent au contraire à la diviser et la diluer dans la confusion de catégories particulières (races, sexes, jeunes, etc.). Toute idéologie et mouvement prônant *identitarisme*, *anti-racisme*, etc., au nom de l'*intersectionnalité* des luttes, sont des idéologies et des mouvements contre-révolutionnaires.

19) Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, le terrorisme constitue toujours un terrain privilégié pour les manipulations et les provocations d'ordre policier de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

20) Le GIGC combat, dès aujourd'hui, pour que le futur parti se constitue sur la base programmatique des principes et positions qui précèdent. La constitution formelle du parti s'impose dès lors que l'intervention, les orientations et les mots d'ordre des groupes ou fractions communistes deviennent éléments matériels permanents de la situation immédiate et facteurs directs du rapport de force entre les classes. Alors, la lutte pour la constitution formelle du parti s'impose et devient urgente.

Août 2021

Débat au sein du camp prolétarien

Communisme et communauté

La Gauche communiste a toujours défendu l'unité théorique du marxisme. Cela avait deux buts principaux. Le premier était, et est toujours, de barrer la route aux diverses versions de la gauche du capital qui, bien que se réclamant universellement du « marxisme », ne fait que prendre çà et là de petits fragments qui leur plaisent des textes de Marx ou d'Engels pour mieux défendre une version de gauche et humanisée du capitalisme. Pour la Gauche Communiste, cet éclectisme en théorie mène tout droit à trahison en pratique. Par exemple, bien des anarchistes sont enthousiastes face à la critique de l'économie politique faite par Marx, mais rejettent ses solutions politiques, en particulier la dictature du prolétariat. Cet état de fait explique que lorsque le prolétariat a pris le pouvoir dans le passé, les anarchistes étaient toujours du côté démocratique-bourgeois de la barricade – donc contre le prolétariat et les communistes¹.

Le deuxième but de la Gauche Communiste en défendant hardiment l'unité théorique du marxisme était de mettre en échec le gauchisme académique sophistiqué qui se représentait l'œuvre de Marx comme étant fondamentalement séparée en deux époques pratiquement hermétiques l'une par rapport à l'autre du point de vue philosophique. La figure de proue de ce courant politico-philosophique était Louis Althusser, un stalinien assumé qui rejetait en bloc les écrits de jeunesse de Marx. Celui-ci se revendiquait plutôt des écrits de la maturité de Marx, période considérée comme étant scientifique. Évidemment, cette charcuterie des écrits de Marx avait des objectifs idéologiques et contre-révolutionnaires parfaitement clairs : décrédibiliser du point de vue philosophique le programme communiste dans un premier temps et essayer tant bien que mal de défendre « scientifiquement » la Chine maoïste et la Russie stalinienne dans un deuxième temps.

Le combat de la Gauche Communiste contre toutes les formes d'éclectisme gauchiste a montré que les écrits de jeunesse de Marx font non seulement partie intégrante du programme communiste, mais sont aussi des textes fondamentaux du marxisme qui n'ont rien de secondaires ou d'épisodiques. En effet, les écrits de Marx antérieurs au Manifeste du parti communiste possèdent une richesse conceptuelle dont les jeunes générations de révolutionnaires auraient avantage à se

réapproprier. Parmi ces concepts philosophiques, la communauté figure parmi les plus importants. Cet article tâche de clarifier sa signification pour Marx et sa place au sein du programme communiste.

Importance des écrits de jeunesse

La notion de *communauté* chez Marx fut absolument négligée. C'est là justement le grand mérite de la Gauche Communiste, en particulier de la revue néo-bordiguiste *Invariance* apparue autour de mai 68, d'avoir déterré le terme. Dans nombre de ses pages, *Invariance* montre en quoi la communauté est en fait fondamentale chez Marx. « Les travaux de Marx sur la communauté ont été laissés de côté. (...) En constatant cela nous ne nous proposons pas de recomposer un Marx nouveau, mais de faire simplement noter à quel point la réflexion marxienne sur la communauté est un axe fondamental de toute son œuvre. »² La démarche d'*Invariance* n'était donc pas, à l'origine à tout le moins, de chercher à faire une réinterprétation des œuvres de Marx à la lumière de ses écrits de jeunesse inédits jusqu'aux années 60 dans bien des cas. Il s'agit plutôt d'affirmer une continuité logique dans l'œuvre de Marx.

En effet, la Gauche communiste montre que les intuitions du jeune Marx sur la communauté inspirent l'ensemble de ses travaux ultérieurs. Si Marx semble utiliser davantage le terme communauté dans ses écrits de jeunesse que dans ses écrits de la maturité, par exemple dans *Le Capital*, ce n'est pas tant qu'il ait abandonné plus tard la notion, mais plutôt que les prémisses qui ont été établies dans les écrits de jeunesse sont considérées comme implicites et allant de soi dans les travaux de la maturité. Les intuitions philosophiques, voire même anthropologiques, du jeune Marx ne peuvent donc pas être séparées de ses travaux ultérieurs. Il serait plus juste de dire que Marx va tout le long de son activité militante tenter de fonder scientifiquement ses intuitions de jeunesse à propos du caractère de la société communiste et de la communauté.

Coupure épistémologique ?

Ceci étant dit, la Gauche Communiste s'oppose frontalement à la conception « althussérienne » et donc stalinienne huppée de l'œuvre de Marx comme étant coupée en deux périodes absolument séparées du point de vue épistémologique. En effet, pour Althusser, les écrits du jeune Marx seraient humanistes et idéologiques. Il faudrait donc les prendre avec un grain

1 . Il faut préciser qu'il y eut en effet des exemples historiques de militants anarchistes se joignant à la révolution, le cas le plus connu étant probablement Victor Serge. Mais, il ne faut pas se méprendre. Serge a participé à la révolution russe en rompant politiquement avec l'anarchisme et en joignant les bolcheviks.

2 . « Marx et la Gemeinwesen », *Invariance*, Série 3, no 5-6 (1979), p. 80.

de sel, voir les rejeter, parce que ce ne seraient pas des œuvres abouties. Les écrits de la maturité quant à eux seraient pleinement scientifiques et c'est là pour Althusser que l'œuvre de Marx prend vraiment toute sa signification, son ampleur et son importance³.

Mais en rejetant ou en banalisant les écrits de jeunesse de Marx, Althusser rejetait aussi en tant qu'idéologie les nombreuses descriptions claires de ce qui caractérise la société communiste et l'aliénation humaine absolue qui se manifeste dans le prolétariat le poussant à lutter pour cette société. Pour la Gauche Communiste, il n'y a pas de coupure épistémologique chez Marx, il y a plutôt continuité d'un engagement politique communiste. Ce n'est pas surprenant alors de constater qu'Althusser a passé sa vie à défendre des régimes politiques soi-disant communistes. Il n'avait aucune idée de ce qu'était le communisme pour Marx et s'il l'avait su, il l'aurait absolument rejeté et combattu – ce qu'il fit effectivement, mais de manière sournoise, c'est-à-dire qu'il combattit le communisme sous la cape du « marxisme », en fait le stalinisme - tout comme il a rejeté et combattu les écrits de jeunesse de Marx.

Problèmes de traduction

D'abord, il faut dire que la traduction d'une notion politique d'une langue à l'autre peut être complexe dans la mesure où il arrive parfois qu'il n'y ait pas d'équivalent exact et satisfaisant au niveau du sens politique accordé à la notion dans sa langue d'origine. C'est exactement le cas du terme allemand *gemeinwesen*, terme utilisé dans la philosophie classique allemande, par Hegel en particulier, et repris à son compte ensuite par Marx.

Les traducteurs de Marx vont en général traduire le terme *gemeinwesen* par *communauté*. Mais cette traduction ne rend pas bien toute la richesse et les différentes déterminations qu'inclut Marx dans le terme même. Pour cette raison, certains autres traducteurs vont davantage utiliser les notions d'*être collectif*, d'*être commun* ou encore d'*être social*. Ces termes, qui reprennent toujours l'élément *communauté*, mais lui rajoutent l'élément important d'*être*, sont probablement plus près du sens du terme allemand donné par Marx⁴. Tous ces termes seront utilisés le long de ce texte et il sera tenté d'en donner des définitions plus précises.

Communauté politique

Pour bien comprendre le contenu des écrits de Marx au milieu de la décennie 1840, il faut faire un détour par le contexte socio-historique de l'Allemagne de cette époque. Bien que l'Ancien Régime fût ébranlé en Europe par la Révolution française de 1789, ce qui est

aujourd'hui l'Allemagne n'était alors qu'un morcellement de petites principautés, excepté le Royaume de Prusse qui avait une certaine extension géographique. L'aire culturelle allemande était donc encore sous le joug de la monarchie absolue. C'est dans ce contexte que se développe un mouvement libéral prônant des réformes constitutionnelles et l'unification politique de l'Allemagne, mouvement dont les Jeunes hégéliens se feront en quelque sorte les philosophes et porte-paroles.

Pour certains courants libéraux allemands de cette époque, le régime de monarchie absolue en Allemagne est un État non-politique, c'est-à-dire que la majorité du peuple est coupée de la communauté politique. En d'autres termes, le peuple – bourgeois, artisans, prolétaires et paysans – ne peut pas participer à la vie politique, à l'organisation de l'État. C'est donc là une première définition de la communauté réduite à son aspect politique. Il s'agit en fait de ce que l'on désigne aujourd'hui par intérêt public, bien commun ou encore intérêt national.

Les revendications des milieux libéraux seront donc équivalentes aux revendications de la Révolution française : État constitutionnel, émancipation politique, droits de l'Homme et du Citoyen, séparation de l'Église et de l'État, etc. Pour Marx cependant, « *l'émancipation politique est, en effet, un grand progrès. Elle n'est pas, il est vrai, la dernière forme de l'émancipation humaine en générale, mais elle est la dernière forme de l'émancipation humaine à l'intérieur de l'ordre mondial en vigueur. Entendons-nous bien : nous parlons ici de l'émancipation réelle, de l'émancipation pratique.* »⁵ L'accession des êtres humains à la communauté politique, dont l'expression la plus pure est la république démocratique, est donc un passage obligé ou à tout le moins souhaitable pour Marx. Mais même la République en tant que communauté politique n'est qu'émancipation partielle. En effet, la société civile reste déchirée par un conflit de classes et ce conflit de classes est justement l'expression de la séparation de l'être humain réel de sa véritable communauté.

Ainsi, alors que les Jeunes hégéliens sont sur le terrain du libéralisme, Marx quant à lui est déjà sur le terrain de la révolution communiste, l'émancipation pratique. C'est en critiquant le caractère restreint et étroit de la notion de la communauté politique qu'il ébauchera sa propre conception de la communauté. Avec l'accession du citoyen à la communauté politique, c'est le citoyen abstrait qui est émancipé, non pas l'être humain réel. Pour Marx, avec l'émancipation politique, « *l'homme ne fut donc pas libéré de la religion, il reçut la liberté religieuse. Il ne fut pas libéré de la propriété, il reçut la liberté de propriété. Il ne fut pas libéré de l'égoïsme de l'industrie, il*

3 . Louis Althusser, *Pour Marx*, Paris, La Découverte, 2005, p. 25-27.
4 . Karl Marx, *Textes (1842-1847)*, Paris, Spartacus, 1970, p. 67.

5 . Karl Marx, « La question juive », *Invariance*, Série 1, No spécial (1968), p.9.

reçut la liberté d'industrie. »⁶ L'émancipation politique est donc une libération partielle de l'être humain. En fait, sous des oripeaux universels, il ne s'agit bien que de l'émancipation d'une sphère particulière de la société civile : la bourgeoisie.

Véritable communauté

La bourgeoisie n'a donc pas le caractère universel qu'elle prétend avoir. Elle est une classe particulière de la société civile qui assure sa domination à l'aide de la communauté politique qu'est l'État. La société civile n'est pas non plus une communauté unie parce qu'elle est déchirée par des rapports sociaux de classes antagonistes. Marx cherchera donc l'être humain véritable dans la classe à qui l'on a enlevé toute trace d'humanité. Il s'agit du prolétariat :

« Il faut former une classe avec des chaînes radicales, une classe de la société bourgeoise qui ne soit pas une classe de la société bourgeoise, une classe qui soit la dissolution de toutes les classes, une sphère qui ait un caractère universel par ses souffrances universelles et ne revendique pas de droit particulier, parce qu'on ne lui a pas fait de tort particulier, mais un tort en soi, une sphère qui ne puisse plus s'en rapporter à un titre historique, mais simplement au titre humain, une sphère qui ne soit pas en une opposition particulière avec les conséquences, mais en une opposition générale avec toutes les suppositions du système politique allemand, une sphère enfin qui ne puisse s'émanciper, sans s'émanciper de toutes les autres sphères de la société et sans, par conséquent, les émanciper toutes, qui soit, en un mot, la perte complète de l'homme, et ne puisse donc se reconquérir elle-même que par le regain complet de l'homme. La décomposition de la société en tant que classe particulière, c'est le prolétariat. »⁷

Marx exprime ici la puissance de sa méthode dialectique. Le prolétariat a en lui la capacité d'émanciper l'humanité justement parce qu'il est déchu de toute forme d'humanité. C'est ce caractère universel de l'aliénation humaine chez le prolétariat qui rend son combat politique aussi radical. Il ne vise pas à libérer une sphère particulière de la société, mais l'être humain dans sa totalité.

Mais, si la communauté politique n'est qu'une communauté illusoire, quelle est donc la véritable communauté de l'être humain? Marx indique alors la différence entre communauté politique et véritable communauté, c'est-à-dire l'être collectif de l'être humain :

« Mais l'être collectif dont le travailleur est isolé est un être collectif d'une tout autre réalité, d'une tout autre ampleur que l'être politique. L'être collectif dont le sépare son propre travail, est la vie même, la vie physique et intellectuelle, les

mœurs humaines, l'activité humaine, la jouissance humaine, l'être humain. L'être humain est le véritable être collectif des hommes. De même que l'isolement funeste de cet être est incomparablement plus universel, plus insupportable, plus terrible, plus rempli de contradictions que le fait d'être isolé de l'être collectif politique ; de même la suppression de cet isolement — et même une réaction partielle, un soulèvement contre cet isolement — a une ampleur beaucoup plus infinie, comme l'homme est plus infini que le citoyen et la vie humaine que la vie politique. L'émeute industrielle si partielle soit-elle, renferme en elle une âme universelle. L'émeute politique si universelle soit-elle, dissimule sous sa forme colossale un esprit étroit. »⁸

En effet, Marx donne une définition précise de ce qu'est l'être humain. Celui-ci n'est pas le citoyen de la Révolution française, encore moins l'électeur ou le consommateur de la société contemporaine. Ce qui caractérise l'être humain, ce sont l'ensemble de ses relations sociales et ses pratiques sociales réelles. Bref, l'être humain est un être collectif, social et ces caractéristiques sont communes à l'ensemble de l'humanité. La communauté est donc l'essence de l'être humain.

Chaque mode de production dans l'histoire produit une conception de l'être particulière, par exemple le mode de production capitaliste produit la conception de l'être en tant qu'*homo economicus*, c'est-à-dire une conception de l'être qui réduit toutes les relations sociales à un rapport commercial coûts/bénéfices. « La façon dont les individus manifestent leur vie reflètent très exactement ce qu'ils sont. Ce qu'ils sont coïncident donc avec leur production, aussi bien avec ce qu'ils produisent qu'avec la façon dont ils le produisent. »⁹ Donc, même les rapports sociaux capitalistes ont une origine humaine et sociale. Mais les êtres humains perdent le contrôle sur leurs propres rapports sociaux. Il y a dissolution de l'être communautaire par les sociétés de classes et création d'une sphère autonome : l'État, les classes sociales, la séparation entre intérêt individuel et intérêt collectif, la séparation entre nature et société, etc. En d'autres termes, les rapports sociaux humains en viennent à créer des institutions qui nient le caractère collectif, social et communautaire de l'être humain.

C'est d'ailleurs précisément le sens de l'aliénation chez Marx. On a souvent tendance à réduire la question de l'aliénation uniquement à la sphère du travail. Celui-ci fait bel et bien partie de la conception de l'aliénation chez Marx. Mais sa conception est beaucoup plus large et riche. « L'abolition positive de la propriété privée, l'appropriation de la vie humaine, signifie donc la suppression positive de toute aliénation, par conséquent le retour de l'homme hors de la religion, de la famille, de l'État, etc., à son

6 . Ibid., p. 19.

7 . Karl Marx, *Textes (1842-1847)*, Paris, Spartacus, 1970, pp. 62-63. Les emphases sont de Marx.

8 . Ibid., pp. 88-89. Les emphases sont de Marx.

9 . Karl Marx, Friedrich Engels, *L'idéologie allemande*, Paris, Éditions sociales, 1970, p. 25.

existence humaine, c'est-à-dire sociale. »¹⁰ L'aliénation de l'être humain consiste donc à vivre sa vie selon des déterminations qui sont contraires à son être social. Prenons l'exemple de la société capitaliste. Les normes fondamentales sont la compétition entre les individus, l'appât du gain et l'accumulation de richesse abstraite : la valeur sous la forme concrète de l'argent. Or, toutes ces caractéristiques sont complètement contraires à l'être commun, social et collectif de l'être humain. L'existence d'une telle société contraire à l'être humain est la conséquence de l'aliénation et de la séparation des êtres humains de leur communauté.

Gemeinwesen en tant que communauté humaine

Maintenant que nous avons cerné la définition philosophique de la communauté, voyons maintenant le troisième sens qui est parfois donné à cette notion. D'une définition philosophique, passons maintenant à une définition politique. En effet, Marx, et parfois Engels aussi, reprennent le terme en lui donnant une nouvelle détermination en tant que communauté humaine. Dans sa critique du Programme de Gotha, Marx parle de la communauté à toute fin pratique comme un synonyme de la société communiste :

« Au sein d'un ordre social communautaire, fondé sur la propriété commune des moyens de production, les producteurs n'échangent pas leurs produits; de même, le travail incorporé dans des produits n'apparaît pas davantage ici comme valeur de ces produits, comme une qualité réelle possédée par eux, puisque désormais, au rebours de ce qui se passe dans la société capitaliste, ce n'est plus par la voie d'un détour, mais directement, que les travaux de l'individu deviennent partie intégrante du travail de la communauté. »¹¹.

Cette définition est importante parce qu'elle fait le lien entre la conception de l'être chez Marx et les implications de cette conception dans la vision marxiste de la société communiste. Elle montre aussi que la conception du jeune Marx sur la communauté se retrouve toujours chez le Marx de la maturité, et ce avec la même rigueur logique. En effet, la *Critique du programme de Gotha* a été écrite par Marx vers la fin de sa vie en 1875.

Selon Marx, la révolution consiste en la destruction de l'État bourgeois. Mais, dans la phase transitoire qu'il nomme dictature du prolétariat, la classe révolutionnaire aura encore besoin d'autorité pour transformer révolutionnairement les rapports sociaux. Certains appelleront cette autorité politique un État prolétarien, un semi-État ou encore un État-Commune.

Ces définitions montrent en quoi cet État n'est pas conçu comme permanent. Il est en fait voué à s'éteindre avec la disparition des antagonismes de classes. En bref, c'est un État qui n'est déjà plus un État dans le sens traditionnel du terme et il doit disparaître aussitôt que l'être humain a réintégré sa communauté. Engels affirma que la communauté humaine, la *gemeinwesen*, remplacera l'État au point culminant des transformations sociales à la fin de la période de transition. L'État étant fondé sur l'antagonisme de classes, dès que celui-ci a disparu, l'État s'éteint alors. Dans une lettre au socialiste August Bebel, il s'explique :

« L'État n'étant qu'une institution temporaire, dont on est obligé de se servir dans la lutte, dans la révolution, pour réprimer par la force ses adversaires, il est parfaitement absurde de parler d'un État populaire libre : tant que le prolétariat a encore besoin de l'État, ce n'est point pour la liberté mais pour réprimer ses adversaires. Et le jour où il devient possible de parler de liberté, l'État cesse d'exister comme tel. Aussi, proposerions-nous de mettre partout à la place du mot État le mot Communauté (*Gemeinwesen*), excellent vieux mot allemand, répondant au mot français Commune. »¹²

Nature humaine ?

Nous avons passé en revue les différentes déterminations de la notion de communauté chez Marx. On y voit la centralité de l'aspect social, communautaire et collectif dans la définition de ce qu'est l'être humain. Bien qu'*Invariance* ait eu le mérite de souligner l'importance de la communauté chez Marx, ses travaux ont par contre la faiblesse de réintroduire par la bande l'idée de nature humaine dans l'analyse marxiste. Comme nous l'avons vu, Marx n'a pas de conception spécifique d'une nature humaine figée et ahistorique, et ce, même s'il utilise parfois le terme. En fait, ce que l'on nomme nature humaine n'est souvent qu'une conception idéologique que les êtres humains se font d'eux-mêmes qui est apparue avec la modernité. Selon l'anthropologue américain Marshall Sahlins, l'idée de nature humaine est un mythe de la pensée occidentale – nous dirions bourgeoise – qui est tout à fait récent du point de vue de l'histoire humaine. En plus, les pratiques culturelles sont empiriquement antérieures à la naissance de notre espèce *homo sapiens*, et par extension, à l'idée que les êtres humains se font de leur propre nature. En d'autres termes, l'être humain est né directement dans la culture et n'a jamais connu un quelconque état de nature. « L'espèce humaine telle que nous la connaissons, l'*homo sapiens*, est née il y a relativement peu de temps dans une histoire culturelle de

10 . Karl Marx, *Manuscrits de 1844*, Paris, Flammarion, 1996, p. 145.

11 . Karl Marx, *Critique du programme de Gotha*, Nous reprenons la traduction incluse in *Les Fondements du communisme révolutionnaire*, Lyon, Éditions Programme, 2004, p. 59-60.

12 . Friedrich Engels, « Lettre à Auguste Bebel du 18 mars 1875 », *Marxists internet archives*, <https://www.marxists.org/francais/engels/works/1875/03/18750318.htm>. Les emphases sont de Engels.

l'homme beaucoup plus ancienne. »¹³ Pour Marx, chaque mode de production va créer dans le même mouvement ses propres représentations idéelles qui vont de soi et qui sont considérées comme naturelles. Le seul invariant quant à l'être humain selon Marx est son essence sociale et collective, son aspect communautaire, c'est-à-dire le caractère central des rapports sociaux.

Invariance aura tendance à figer cet invariant et en faire une nature humaine ahistorique et intemporelle. « *La misère du prolétariat c'est d'être privée de sa nature humaine.* »¹⁴ La nature humaine affirmée ici par *Invariance* correspond à la communauté, à l'être communautaire. Comme si le communisme n'était qu'un état de nature, une sorte de paradis perdu et qu'il suffirait à l'humanité de le retrouver. Ainsi donc, la nature humaine chez *Invariance* n'est que l'effet miroir du récit hobbesien, récit qui d'ailleurs reste encore aujourd'hui un des fondements de l'idéologie bourgeoise. Pour Hobbes en effet, dans l'état de nature, les rapports sociaux ne sont qu'une perpétuelle guerre des uns contre les autres. Il faut alors que les individus cèdent leur pouvoir à un souverain qui établira des lois – ici entre en jeu l'élément de culture qui sort l'humanité de l'état de nature – pour encadrer et réduire la guerre perpétuelle. Pour *Invariance*, l'idée d'état de nature correspond aux sociétés de communisme primitif, par exemple les sociétés de chasseurs-cueilleurs. L'avènement des sociétés de classes, comme les sociétés esclavagiste, féodale et capitaliste, correspondrait en quelque sorte à la naissance de la culture, à la sortie de l'être humain de l'état de nature, à sa « domestication ». Le communisme devient donc pour *Invariance*, et cela est d'autant plus clair après son tournant révisionniste, l'espérance de retrouver la prétendue nature humaine des sociétés communistes primitives, ce qui implique le rejet du progrès technique et de l'industrialisation, considérés comme artificiels et étrangers à la nature humaine.

L'erreur politique manifeste d'*Invariance* en ce qui a trait à une supposée nature humaine explique en partie le tournant révisionniste qu'a pris par la suite la revue. Il serait important de prendre quelques instants pour bien caractériser l'apport politique de cette revue qui aujourd'hui a pratiquement atteint le statut de mythe dans les milieux d'ultra-gauche. Le positionnement politique des militants ayant quitté le Parti Communiste International au milieu des années 1960 en réaction face à la mise en place d'un esprit de parti plus affirmé dans le PCI – jugé en tant que « tournant léniniste » par les démissionnaires – ne peut qu'être

qualifiée de réminiscence d'un esprit de cercle tel que caractérisé par Lénine dans *Un pas en avant, deux pas en arrière*. En cela, le projet politique d'*Invariance* était dès l'origine marqué par des réflexes anti-parti qui éclateront évidemment au grand jour quelques années plus tard. Néanmoins, la revue a dans un premier temps publié des textes historiques de la Gauche Communiste ainsi que des textes de jeunesse de Marx. La publication de ces textes fut accompagnée d'une intuition – et c'est là probablement le seul apport de la revue – tout à fait correcte du point de vue politique : le concept de communauté est central chez Marx. Mais comme nous l'avons déjà vu, en partant d'une intuition correcte, la revue s'est ensuite empêtrée dans le révisionnisme, l'idéologie bourgeoise et a rompu toutes attaches avec la Gauche Communiste et le marxisme.

Revenons maintenant à notre dilemme entre nature et culture. Pourtant dès 1844, Marx pose déjà les termes du débat de manière très claire :

« *Le caractère général de tout le mouvement est donc social : de même que la société produit l'homme en tant qu'homme, de même elle est produite par lui. Tant par leur contenu que par leur mode d'existence, l'activité et la jouissance sont d'essence sociales ; elles sont activité sociale et jouissance sociale. L'essence humaine de la nature n'est là que pour l'homme social ; car c'est seulement dans la société que la nature existe pour lui comme lien avec l'homme, comme existence de lui-même pour l'autre et de l'autre pour lui, ainsi que comme élément vital de la réalité humaine. Ce n'est qu'ainsi qu'elle est pour lui le fondement de sa propre existence humaine. C'est seulement ainsi que son existence naturelle est pour lui son existence humaine et que la nature est devenue pour lui l'homme. Donc, la société est l'achèvement de l'unité de l'essence humaine avec la nature, la véritable résurrection de la nature, le naturalisme accompli de l'homme et l'humanisme accompli de la nature.* »¹⁵

Toute pratique humaine est fondamentalement sociale, même sous sa forme aliénée dans la société capitaliste. Mais la nature ne doit pas se poser pas comme un objet extérieur à l'humanité. C'est quand l'être humain est aliéné et donc séparé de sa communauté qu'il se considère aussi étranger à la nature. Il peut ainsi l'exploiter, la détruire et la gaspiller dans le but de faire fonctionner des rapports sociaux qui ne visent qu'à produire toujours davantage de la richesse abstraite. Le communisme est donc pour Marx à la fois la réconciliation des êtres humains avec leur être social, la communauté, mais aussi avec la nature.

Individu, société et communauté

À partir des significations de la notion de communauté chez Marx que nous avons délimitées, nous allons tenter de montrer quelles sont ses implications quant à la théorie communiste et sa conception d'une société

13 . Marshall Sahlins, *La nature humaine, une illusion occidentale*, Paris, Éditions de l'éclat, 2009, p. 8.

14 . « Nature et fonction de la forme parti », *Invariance*, Série 1, no 1 (1968), p.9.

15 . Karl Marx, *Manuscrits de 1844*, Paris, Flammarion, 1996, p. 146.

future. En effet, si on peut affirmer que la notion de communauté chez Marx tient de l'ordre d'une théorie à la fois philosophique et anthropologique, il ne faut pas oublier que Marx a posé comme impératif non pas d'analyser la société, mais de la transformer. La science sociale chez Marx se doit donc aussi d'être une théorie communiste. Nous analyserons ces implications en trois temps : d'abord le rapport entre individus et la société, ensuite le rapport entre la communauté et l'État et finalement au travers du lien entre la communauté et la nature.

La distinction entre individu et société, ou en d'autres termes, entre intérêt privé et bien commun n'est pas le mode d'être universel des sociétés humaines. L'étude des sociétés primitives suffit à le prouver. Au contraire, cette distinction apparaît en corollaire à l'apparition de la communauté politique telle que nous l'avons définie plus haut, c'est-à-dire essentiellement avec l'apparition de l'État libéral moderne et de la société civile. C'est avec l'avènement du capitalisme que s'achève la séparation complète des êtres humains d'avec leur véritable communauté. Ce phénomène apparaît justement avec l'essor de l'individu égoïste opposé à la société. Mais pour Marx, « il faut surtout éviter de fixer de nouveau la " société " comme une abstraction en face de l'individu. L'individu est l'être social. »¹⁶ Ce qu'il exprime ici, c'est que cette opposition entre individu et société est l'expression même de l'aliénation humaine. Cette opposition est une matérialisation concrète de l'idéologie bourgeoisie dans laquelle les rapports sociaux sont conçus comme un affrontement sur la place publique entre chaque individu égoïste. De cet affrontement naîtrait une certaine complémentarité des différents intérêts d'où surgirait alors le bien commun en tant qu'agrégation des volontés égoïstes.

C'est bien là le fondement de l'utopie capitaliste de considérer que chaque individu pris isolément viendrait réaliser le bien-être global de la société en poursuivant son intérêt égoïste. Marx démontre bien le caractère aliénant de tels rapports sociaux. Dans des notes écrites en 1844 sur les *Éléments d'économie politique* de James Mill¹⁷, il reprend de manière ironique les catégories individualistes de l'économie politique classique afin d'en faire la critique. Cette critique prend la forme d'un dialogue entre deux individus égoïstes et séparés, Toi et Moi :

« J'ai produit pour moi et non pour toi, tout comme tu as produit pour toi, et non pour moi. Le résultat de ma production n'a pas plus de rapport en soi et pour soi avec toi,

16 . *Ibid.*, p. 147. Les emphases sont de Marx.

17 . Voir l'analyse pertinente de ces notes rédigées par Marx à propos des *Éléments d'économie politique* de James Mill dans « Le contenu original du programme communiste est l'abolition de l'individu comme sujet économique, détenteur de droits et acteur de l'histoire humaine » in *Bordiga et la passion du communisme*, Paris, Éditions Spartacus, 1974, p. 73-114.

que le résultat de ta production n'en a avec moi. En d'autres termes, notre production n'est pas une production de l'homme pour l'homme en tant qu'homme, autrement dit ce n'est pas une production sociale. Aucun de nous n'a - en tant qu'humain - un rapport de jouissance au produit d'autrui. Nous n'existons pas en tant qu'humains pour nos productions réciproques. Cet échange auquel nous procédons ne peut donc être le mouvement médiateur qui confirmerait que mon produit t'est destiné, parce qu'il est une matérialisation de ton propre être, de ton besoin. En effet, ce n'est pas l'être humain qui relie nos productions l'une à l'autre. L'échange ne peut cependant que mettre en œuvre et confirmer la relation réelle de chacun de nous vis-à-vis de son propre produit, et donc aussi vis-à-vis de la production de l'autre : chacun de nous ne voit dans son produit que la matérialisation de son propre intérêt égoïste, autrement dit, il ne voit dans le produit d'autrui qu'un intérêt égoïste différent du sien, indépendant de lui, un intérêt matériel qui lui est étranger. »¹⁸

Le dialogue mis en scène par Marx montre que les rapports sociaux capitalistes sont aliénés en ce qu'ils ne sont justement pas réellement sociaux. Ils sont en quelque sorte des relations entre individus atomisés, bien que le résultat de processus sociaux. Ils expriment la séparation de l'être humain de sa véritable communauté, de l'être communautaire. Parce que, encore une fois pour reprendre ce schéma abstrait de l'économie classique, chaque individu produit des objets de subsistance de manière isolée, le lien entre les deux individus ne peut qu'être qu'un rapport de domination :

« En tant qu'homme tu as certes un rapport humain à mon produit : tu as besoin de mon produit, qui est donc pour toi un objet de désir et de volonté. Cependant, ton besoin, ton désir et ta volonté sont impuissants en face de mon produit. En d'autres termes : ton être humain, qui est nécessairement en relation profonde avec la production humaine, n'est pas ta puissance, ta propriété sur cette production, car ta particularité et la puissance de l'être humain ne sont pas reconnues dans ma production. Elles sont plutôt les liens qui te rendent dépendants de moi, parce qu'elles te mettent sous la dépendance de mon produit. Loin d'être le moyen de te donner de la puissance sur ma production, elles sont le moyen de me donner un pouvoir sur toi. »¹⁹

Par contre, ce rapport de domination a son expression concrète non pas dans la domination d'un individu sur un autre – ce que même la théorie libérale peut parfois entrevoir – mais plutôt dans la domination des possesseurs des moyens de la production sociale sur ceux qui ne possèdent que leur force de travail. En d'autres termes, il s'agit de la domination de la classe bourgeoise sur le prolétariat.

Marx continue alors le dialogue entre Toi et Moi. Mais

18 . Karl Marx, Friedrich Engels. *Les Utopistes*, Paris, Petite Collection Maspero, pp. 158-159. Les emphases sont de Marx.

19 . *Ibid.*, p. 159. Les emphases sont de Marx.

cette fois-ci, il fait un saut dans le temps et établit en quoi consisterait la relation entre Toi et Moi dans une société où la production serait directement humaine, c'est-à-dire dans une société communiste :

« Supposons maintenant que nous produisions en tant qu'êtres humains. Chacun de nous s'affirmerait doublement dans sa production : soi-même et les autres. 1. Dans ma production, je réaliserais mon individualité, ma spécificité ; en conséquence, dans l'activité, j'éprouverais la jouissance d'une manifestation individuelle de ma vie et, dans la contemplation de l'objet j'aurais la joie individuelle d'avoir la confirmation de ma personnalité dans la puissance de l'objet concrètement tangible et au-dessus de tout doute de mon activité ; 2. dans ta jouissance quand tu utilises mon produit, j'aurais la jouissance immédiate ainsi que la conscience d'avoir satisfait par mon travail un besoin humain, en ayant réalisé la nature humaine et donc d'avoir fourni au besoin d'un autre homme l'objet correspondant à sa nature humaine ; 3. j'aurais conscience de servir de médiateur entre toi et le genre humain, d'être reconnu et ressenti par toi comme un complément à ta propre nature humaine et comme une partie nécessaire de toi-même ; en d'autres termes, je me saurais confirmé dans ta pensée comme dans ton amour ; 4. dans mon activité vitale personnelle, j'aurais directement produit ton activité vitale, autrement dit, dans ma manifestation individuelle, j'aurais réalisé et affirmé directement ma véritable nature, mon être social, la collectivité (Gemeinwesen). »²⁰

Cette manière de produire de manière directement humaine vient abolir l'opposition entre individu et société. En effet, la société n'est dès lors plus une accumulation d'intérêts individuels contradictoires plus ou moins complémentaires. Le rapport de l'individu social avec la société est directement médiatisé par l'être communautaire, c'est-à-dire par cette essence des êtres humains qui leur donne la capacité d'agir en tant que communauté. L'individu ne produit plus pour son propre compte, mais pour sa communauté et sa communauté vient à son tour répondre à tous les besoins sociaux des individus, d'où l'adage « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins. »²¹

Cette conception de la société communiste tranche radicalement avec les divers courants « socialistes » bourgeois qui prétendent que le rôle de l'État, en tant que représentant de la société, est de venir corriger les inégalités « naturelles » entre les individus de la société civile. Pour Marx, l'État est une communauté politique, c'est-à-dire une communauté illusoire qui n'est pas encore la communauté humaine en ce qu'elle n'est au fond qu'une communauté d'intérêts d'une classe particulière de la société, la bourgeoisie. En ce sens,

l'État moderne ne vient pas corriger les inégalités sociales entre les individus. Il vient au contraire consacrer et préserver le système de division en classes sociales. La société communiste quant à elle, la véritable communauté, se fonde selon Marx en dehors de tout État.

Communauté et État

Pour Engels, au fondement de la naissance de l'État en tant que force politique autonome se trouve la naissance de classes sociales antagonistes. Le rôle de l'État est de tenter illusoirement de résoudre les contradictions au final insolubles entre les classes sociales²². Pour ce faire, il fait appel au monopole de la violence pour le bénéfice de la classe dominante. L'État moderne, en tant que communauté politique, ne fait pas exception à la règle. Mais son existence apparaît autant comme expression de l'antagonisme insoluble entre bourgeoisie et prolétariat qu'en tant qu'opposition entre individu et société. Bref, la communauté politique – l'État moderne – est le symptôme d'une société encore aliénée. De ces prémisses découlent le fait qu'une société communiste, quant à elle, ne nécessite absolument pas d'État pour fonctionner parce qu'elle abolie ce qui est au fondement de l'existence de l'État : les classes sociales et l'opposition entre les individus et la société.

Ceci dit, comme nous l'avons vu plus haut, Engels concevait l'exercice du pouvoir durant la révolution par la classe révolutionnaire, le prolétariat, comme une forme d'État transitoire. À la différence de la communauté politique qui consacre le pouvoir absolu de la classe dominante à continuer d'exploiter la classe dominée en toute tranquillité, l'État de la période de transition donne la capacité sous forme de pouvoir politique à la classe dominée de transformer de fond en comble la société malgré l'opposition violente de la classe dominante. Durant ce processus, plus la société se transforme à l'image de l'être communautaire, c'est-à-dire que plus les transformations sont profondes – le but ultime étant l'abolition de toutes les classes sociales, *prolétariat inclus* – moins l'État devient nécessaire. Il s'éteint alors pour laisser place à la communauté humaine. Marx exprimait ainsi ce processus au sein de la révolution :

« La révolution en général, - le renversement du pouvoir existant et la dissolution des anciens rapports - est un acte politique. Mais, sans révolution, le socialisme ne peut se réaliser. Il a besoin de cet acte politique, dans la mesure où il a besoin de destruction et de dissolution. Mais là où commencer son activité organisatrice, et où émergent son but propre, son

20 . Ibid., pp. 162-163. Les emphases sont de Marx.

21 . Karl Marx, *Critique du programme de Gotha*, Paris, Éditions sociales, 2008, p. 60.

22 . Voir Friedrich Engels. *L'Origine de la famille et la propriété privée et de l'État*. Paris, Le temps des Cerises, 2012, 247 pages.

âme, le socialisme rejette son enveloppe politique. »²³

La révolution est donc politique, violente et prend une forme étatique tant qu'elle est dans sa phase de destruction des anciens rapports sociaux aliénés et des institutions conçues pour les protéger. Aussitôt qu'elle entre dans sa phase positive et créative, elle se déleste de ce caractère politique et étatique. Ce qui se développe alors est l'être communautaire, c'est-à-dire la société communiste.

Le point de vue de Marx est intéressant en ce qu'il envisage la révolution communiste comme fin de la politique. En effet, si on prend comme raisonnement de base que la politique chez Marx consiste en la lutte de classes – « *l'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de la lutte de classes* »²⁴ – en abolissant les classes sociales, la société communiste abolirait logiquement la politique.

Communauté et nature

La notion de communauté chez Marx a aussi des implications quant au rapport entre l'être humain et la nature. En effet, le processus qui voit l'être humain se séparer de sa communauté est concomitant au processus d'objectivation de la nature. En se séparant de lui-même, l'être humain se sépare aussi de son milieu naturel. La nature étant placée comme extérieure et étrangère à l'humanité – en d'autres termes, réifiée – il devient possible de l'exploiter de manière éhontée sans prendre en compte ses capacités et ses limites. Comme nous l'avons vu plus haut, Marx entrevoit dans la communauté à la fois la résolution de l'aliénation humaine et de l'antagonisme entre humanité et nature :

« *Le communisme, abolition positive de la propriété privée (elle-même aliénation humaine de soi) et par conséquent appropriation réelle de l'essence humaine par l'homme et pour l'homme ; donc retour total de l'homme pour soi en tant qu'homme social, c'est-à-dire humain, retour conscient et qui s'est opéré en conservant toute la richesse du développement antérieur. (...) Il est la vraie solution de l'antagonisme entre l'homme et la nature, entre l'homme et l'homme, la vraie solution de la lutte entre existence et essence, entre objectivation et affirmation de soi, entre liberté et nécessité, entre individu et genre. Il est l'énigme résolue de l'histoire et il se connaît comme cette solution.* »²⁵

L'aspect important ici est que Marx pose cette résolution de l'antagonisme entre les êtres humains et entre les humains et la nature comme le résultat du niveau de richesse atteint par le développement passé de l'humanité. En d'autres termes, il pose la possibilité

de la société communiste à travers le passage conditionnel par l'élévation des forces productives effectuée antérieurement par le capital.

Il serait facile de prétendre, à la lecture de ce passage, que Marx fut productiviste. Or, sa conception est beaucoup plus nuancée. Pour Marx, la société communiste nécessite certes un certain niveau de productivité afin d'assurer à la communauté une diversité de biens pour arriver à répondre aux besoins sociaux. Le capitalisme avait comme seul point positif de permettre à l'humanité d'arriver à un niveau de productivité qui rend la société communiste matériellement possible. Mais le capitalisme en se développant de manière illimitée – et cela est encore plus vrai aujourd'hui dans la mesure où ce système se survit encore et encore – met en jeu l'équilibre précaire entre société et nature. On peut dire que le niveau de productivité nécessaire au communisme selon Marx a été atteint depuis longtemps et tout le développement actuel du capitalisme n'est que parasitisme, destruction, pollution, mort et guerre.

Marx avait déjà en 1848 ce souci de démontrer les excès du capitalisme. Il montrait que durant les crises économiques, le capitalisme accumulait trop de richesses, était trop productif, bref qu'il était trop civilisé pour ce que ses rapports sociaux pouvaient contenir :

« *La société se trouve brusquement ramenée à un état de barbarie momentanée; on dirait qu'une famine, une guerre d'anéantissement lui ont coupé tous ses moyens de subsistance; l'industrie, le commerce semblent anéantis, et pourquoi ? Parce qu'elle possède trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce. Les forces productives dont elle dispose ne servent à faire progresser la civilisation bourgeoise et les rapports de propriété bourgeois; au contraire, elles sont devenues trop puissantes pour ces rapports, elles sont entravées par eux; et dès lors qu'elles surmontent cet obstacle, elles désorganisent toute la société bourgeoise, elles mettent l'existence de la propriété bourgeoise en péril. Les conditions bourgeoises sont devenues trop étroites pour contenir la richesse qu'elles ont produite.* »²⁶

Évidemment, Marx parle des crises économiques telles qu'elles pouvaient survenir en 1848. Mais ce même processus existe toujours en 2020. Sauf qu'aujourd'hui, la civilisation capitaliste voit sa limite non seulement dans les crises économiques récurrentes, mais aussi dans la destruction des écosystèmes.

Cet excès de civilisation du capitalisme découle de sa nature intrinsèque. Marx définit le capital comme étant de la valeur se valorisant. Ainsi donc, le mode d'être du capitalisme est l'accélération continue de la

23 . Karl Marx, *Textes (1842-1847)*, Paris, Spartacus, 1970, pp. 89-90.
Les emphases sont des Marx.

24 . Karl Marx, Friedrich Engels. *Manifeste du parti communiste*.
Paris, Flammarion, 1998, p. 73.

25 . Karl Marx, *Manuscrits de 1844*, Paris, Flammarion, 1996, p. 147.

26 . Karl Marx, Friedrich Engels. *Manifeste du parti communiste*.
Paris, Flammarion, 1998, p. 81.

productivité, le développement économique illimité, l'exploitation de l'humanité et le pillage de la nature - facteurs qui mènent depuis la période de décadence à des guerres impérialistes mondiales. Ce faisant, la réconciliation de la nature avec la société que Marx souhaite ne peut s'effectuer que par une inversion de ce « progrès » illimité du capitalisme. En d'autres termes, la société communiste est étrangère à la logique du productivisme, logique inhérente par contre au capitalisme. Le capital entend produire à l'infini parce que son essence est la maximalisation des profits. La société communiste, quant à elle, peut se contenter d'une production bien modeste parce que son essence est la satisfaction des besoins sociaux des êtres humains. Ces besoins, au contraire des profits capitalistes, sont relativement limités et finis, ce qui néanmoins n'empêche pas leur croissance selon des déterminations humaines. En d'autres termes, le communisme nécessite une abondance relative afin de réaliser des besoins humains relativement limités alors que le capitalisme, dans son procès de valorisation infini, surproduit et gaspille de manière illimitée.

C'est justement le caractère limité de la production en société communiste qui permet de penser à une réconciliation entre l'humanité et la nature. En effet, la communauté humaine serait en mesure de prendre à la nature ce dont elle a besoin tout en respectant le métabolisme naturel des écosystèmes. Mais ce processus ne peut se faire que si la nature n'est plus considérée comme un objet exploitable. La nature doit faire partie de l'humanité. La Gauche Communiste explique bien comment cette production respectueuse de la nature pourrait s'articuler :

« Si, dans le socialisme, il y a accumulation, elle se présentera comme une accumulation d'objets matériels utiles aux besoins humains et ceux-ci n'auront pas besoin d'apparaître alternativement comme monnaie, ni non plus de subir l'application d'un "monétomètre" permettant de les mesurer et de les comparer selon un "équivalent général". Donc, ces objets ne seront plus des marchandises et ne seront plus définis que par leur nature quantitative physique et par leur nature qualitative, ce qu'on exprime chez les économistes, et aussi chez Marx, dans un but d'exposition, par valeur d'usage. L'on peut établir que les rythmes de l'accumulation dans le socialisme, mesurés en quantités matérielles comme des tonnes d'acier ou des kilowatts d'énergie, seront lents et peu supérieurs au rythme d'accroissement de la population. Relativement aux sociétés capitalistes mûres, la planification rationnelle de la consommation en quantité et en qualité et l'abolition de l'énorme masse des consommations anti-sociales (de la cigarette au porte-avions) déterminera probablement une longue période de baisse des indices de la production et donc, si l'on reprend des termes anciens, un désinvestissement et une désaccumulation. »²⁷

27 . Amadeo Bordiga. Développement des rapports de production après

Il s'agit d'abord d'éliminer toute la production non-nécessaire du capitalisme et ses aberrations logiques, comme l'exemple le plus criant est l'obsolescence programmée, pour réorienter ces énergies vers la satisfaction réelle des besoins humains. Cela nécessitera une complète transformation de la façon de produire et de consommer qui visera à éviter le gaspillage et la surproduction. À partir du processus d'accumulation illimitée du capital, la société communiste inversera la tendance. C'est justement ce qui permettra à la nature de reprendre enfin son souffle.

Conclusion

Le but de cette contribution était de tenter de définir les déterminations de la notion de communauté chez Marx pour ensuite démontrer ses implications quant à la théorie marxiste de la société communiste. La communauté conçue comme essence sociale et communautaire de l'humanité est au fondement de la conception de la société communiste future chez Marx. Cette nouvelle société serait en mesure dans un premier temps d'abolir l'opposition entre individu et société en mettant de l'avant l'individu directement social se mouvant au sein d'une communauté humaine. Ce faisant, cette nouvelle communauté ne nécessiterait pas d'État politique séparée de la société ayant pour but d'organiser et de contrôler les individus. Enfin, la réconciliation des êtres humains entre eux implique parallèlement la réconciliation des êtres humains avec leur milieu naturel. Cette réconciliation du social et du naturel permettrait enfin de régler une bonne partie des problèmes écologiques. Le travail présent a donc tenté de démystifier au moins trois mythes tenaces produits par l'idéologie bourgeoise concernant le communisme. Premièrement, le communisme ne vise pas à plus d'égalité entre les individus ou les citoyens, ce ne serait là qu'essayer de parfaire les objectifs de la révolution bourgeoise. Il vise au contraire à « l'émancipation totale de tous les sens et de toutes les qualités humaines²⁸ » permise par l'abolition des classes sociales. Deuxièmement, le communisme n'est pas une étatisation totale de la société. Il vise au contraire l'abolition de l'État. Troisièmement, le communisme n'est pas en continuité avec la logique productiviste du capitalisme. Il vise une réconciliation avec la nature qui passe par une disparition de l'accumulation illimitée du capital.

Robin, janvier 2021

la révolution bolchévique. Paris. Éditions Spartacus, 1985, p. 191-192

28 . Karl Marx, Manuscrits de 1844, Paris, Flammarion, 1996, p. 147.

• La revue Révolution ou Guerre en français est en vente aux endroits suivants :

- Canada (Québec)
- Le Port de Tête 262, avenue du Mont-Royal Est, Montréal H2T 1P5
- Zone Libre 262 Ste-Catherine est, Montréal
- Le Livre Voyageur 2319 Bélanger est, Montréal
- Coop Édouard-Montpetit 945 Chemin Chambly, Longueuil
- Côté gauche 33 rue du Marché, Salaberry-de-Valleyfield

• France

- La Brèche, 27 rue Taine 75012 Paris
- Parallèles, 47 rue Saint Honoré 75001 Paris
- Quilombo, 23 rue Voltaire, 75011 Paris
- Odeur du temps, 35 rue Pauillon 13001 Marseille
- La Gryffe, 5 rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon.

• La revue Révolution ou Guerre en anglais est en vente aux endroits suivants :

- Hongrie
- Gondolkodo Logodi utca, 51 H-Budapest-1012
- Royaume-Uni
- Housmans Bookshop 5 Caledonian Road, London

• États-Unis

- May Day books
- 301 Cedar Avenue
- Minneapolis, Minnesota.

• La revue est aussi disponible en pdf en écrivant à : intleftcom@gmail.com

Sommaire de *Révolution ou Guerre* #18 (mai 2021)

Cours historique et responsabilités communistes
Offensive du capitalisme américain et l'alternative « révolution ou guerre »
Luttes ouvrières en Argentine et au Canada
Prise de position sur la plateforme du Courant Communiste Internationale
Quel avenir pour la revue 1919 de la Tendance Communiste Internationaliste ?
« L'anti-capitalisme » gauchiste contre la classe ouvrière

RÉVOLUTION ou GUERRE #18

Revue du Groupe International de la Gauche Communiste (IGGC)

Mai 2021



Sommaire

Cours historique et responsabilités communistes

Situation internationale

Offensive du capitalisme américain et l'alternative « révolution ou guerre »

Luttes ouvrières en Argentine et au Canada

Montage syndical de l'extrême gauche (Changé) - Boris Cuvier

»

Débat au sein du camp prolétarien

Prise de position sur la plateforme du Courant Communiste International

Quel avenir pour la revue 1919 de la Tendance Communiste Internationaliste ?

Publication de la Gauche communiste ou droit de traire de gauche ?

Contribution : « L'anti-capitalisme » gauchiste contre la classe ouvrière

ISSN : 0035-987X, 0035-987X

4 60000 0000

NOS POSITIONS

- Le GIGC considère et définit l'ensemble de ses activités, internes comme externes, en fonction et comme des moments du combat pour la constitution du parti politique mondial du prolétariat, outil indispensable pour le renversement du capitalisme et l'établissement de la société communiste.
- Outre l'intervention dans les luttes du prolétariat, le GIGC mène ce combat tout particulièrement dans le camp prolétarien international. Celui-ci est composé des groupes politiques révolutionnaires défendant et partageant les positions de classe du prolétariat, en particulier l'internationalisme prolétarien et la nécessité de la dictature de classe du prolétariat.
- Le GIGC se revendique des Première, Deuxième et Troisième Internationales et du combat des fractions de gauche en leur sein. Tout particulièrement, il se revendique du combat de la fraction de gauche du PC d'Italie au sein de l'Internationale communiste contre sa dégénérescence stalinienne et des apports programmatiques qu'elle a pu développer et nous léguer jusqu'à aujourd'hui.
- Seul le prolétariat, classe exploitée et révolutionnaire à la fois, est en capacité de détruire le capitalisme et d'instaurer le communisme, la société sans classe. La conscience de cette révolution, la *conscience communiste* est produite par la lutte historique du prolétariat. Pour qu'elle puisse se matérialiser, se défendre et se développer, le prolétariat produit des minorités communistes qui s'organisent en parti et qui ont pour fonction permanente de porter cette conscience communiste et la retourner à l'ensemble du prolétariat.
- Expression la plus haute de cette conscience, le parti – ou, en son absence, les fractions ou groupes communistes – constitue et doit assumer la direction politique du prolétariat. En particulier, le parti est l'organe qui, seul, peut mener le prolétariat à l'insurrection et à la destruction de l'État capitaliste, et à l'exercice de la dictature du prolétariat.
- Le parti s'organise et fonctionne sur la base des principes qui régissent la lutte révolutionnaire du prolétariat, l'*internationalisme prolétarien* et le *centralisme* comme moments de son unité internationale et de son combat. Le parti se constitue d'emblée, fonctionne et intervient comme parti international et centralisé. Le GIGC se constitue d'emblée, fonctionne et intervient comme groupe international et centralisé.
- Le parti, tout comme le GIGC, fonde son programme, ses principes, ses positions politiques et son action sur la théorie du *matérialisme historique*. En expliquant le cours de l'histoire par le développement de la lutte des classes et en reconnaissant le prolétariat comme classe révolutionnaire, il est la seule conception du monde qui se place du point de vue de celui-ci. Il est la théorie du prolétariat révolutionnaire.
- Ce n'est que suite à l'insurrection victorieuse et la disparition de l'État bourgeois que le prolétariat pourra s'organiser en classe dominante sous la direction politique de son parti. Sa domination de classe, la dictature du prolétariat, s'exerce au moyen des conseils ouvriers, ou soviets. Ceux-ci ne peuvent se maintenir comme organisation unitaire du prolétariat qu'à la condition de devenir *organes de l'insurrection et organes de la dictature de classe*, c'est-à-dire en faisant leur les mots d'ordre du parti.
- La dictature du prolétariat consiste à utiliser le pouvoir de classe de ses organisations de masse, les conseils ou soviets, pour abolir le pouvoir économique de la bourgeoisie et assurer la transition vers une société communiste sans classe. L'État de la période de transition, de la dictature de classe, entre capitalisme et communisme est appelé à disparaître avec la disparition des classes, du prolétariat lui-même et de son parti, et l'avènement de la société communiste.
- Depuis la Première Guerre mondiale en 1914, la guerre impérialiste généralisée et le capitalisme d'État sont les principales expressions de la phase historique de décadence du capitalisme.
- Face au développement incessant du capitalisme d'État, le prolétariat ne peut opposer que la recherche de son unité dans toutes ses luttes, même les plus limitées ou localisées, en prenant en charge leur extension et leur généralisation. Toute lutte ouvrière, même la plus limitée, s'affronte à l'appareil d'État comme un tout auquel le prolétariat ne peut opposer que la perspective et l'arme

de la *grève de masse*.

- À l'époque du capitalisme d'État dominant, les syndicats comme un tout, direction comme sections de base, sont des organes à part entière de l'État bourgeois en milieu ouvrier. Ils visent à maintenir l'ordre capitaliste dans ses rangs, à encadrer la classe ouvrière et à prévenir, contrer et saboter toute lutte prolétarienne, en particulier toute extension, généralisation et centralisation des combats prolétaires. Toute défense des syndicats et du syndicalisme est contre-révolutionnaire.
- À l'époque du capitalisme d'État dominant, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis dits ouvriers, « socialistes », « communistes », les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes, anarchistes), ou encore se présentant comme anti-capitalistes, constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de front populaire, front anti-fasciste ou front unique mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat. Toute politique frontiste avec des partis de gauche de la bourgeoisie est contre-révolutionnaire.
- À l'époque du capitalisme d'État dominant, le parlement et les campagnes électorales, et de manière générale la démocratie bourgeoise, ne peuvent plus être utilisés par le prolétariat pour son affirmation en tant que classe et pour le développement de ses luttes. Tout appel à participer aux processus électoraux et à voter ne fait que renforcer la mystification présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités et, à ce titre, est contre-révolutionnaire.
- Le communisme nécessite l'abolition consciente par le prolétariat des rapports sociaux capitalistes : la production de marchandises, le travail salarié et les classes. La transformation communiste de la société par la dictature du prolétariat ne signifie ni autogestion, ni nationalisation de l'économie. Toute défense de l'une ou l'autre est contre-révolutionnaire.
- Les pays dits « socialistes » ou bien même « communistes », l'ex-URSS et ses satellites d'Europe de l'Est, la Chine, Cuba, le Vietnam, ou encore le Venezuela de Chavez, n'ont été que des formes particulièrement brutales de la tendance universelle au capitalisme d'État. Tout soutien, même critique, au caractère soit-disant socialiste ou progressiste de ces pays est contre-révolutionnaire.
- Dans un monde désormais totalement conquis par le capitalisme et où l'impérialisme s'impose à tout État, toute lutte de libération nationale, loin de constituer un quelconque mouvement progressif, se résume en fait à un moment de l'affrontement constant entre impérialismes rivaux. Toute défense de l'idéologie nationaliste, du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », de toute lutte de libération nationale est aujourd'hui contre-révolutionnaire.
- Par leur contenu même, les luttes *parcelles*, anti-racistes, féministes, écologistes, et autres aspects de la vie quotidienne, loin de renforcer l'unité et l'autonomie de la classe ouvrière, tendent au contraire à la diviser et la diluer dans la confusion de catégories particulières (races, sexes, jeunes, etc.). Toute idéologie et mouvement prônant *identitarisme*, *anti-racisme*, etc., au nom de l'*intersectionnalité* des luttes, sont des idéologies et des mouvements contre-révolutionnaires.
- Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, le terrorisme constitue toujours un terrain privilégié pour les manipulations et les provocations d'ordre policier de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.
- Le GIGC combat, dès aujourd'hui, pour que le futur parti se constitue sur la base programmatique des principes et positions qui précèdent. La constitution formelle du parti s'impose dès lors que l'intervention, les orientations et les mots d'ordre des groupes ou fractions communistes deviennent éléments matériels permanents de la situation immédiate et facteurs directs du rapport de force entre les classes. Alors, la lutte pour la constitution formelle du parti s'impose et devient urgente.